

## La différenciation entre le F.L.N. et le courant messaliste (été 1954-décembre 1955)

In: Cahiers de la Méditerranée, N°26, 1983. Cités et nations au Maghreb. pp. 15-82.

---

Citer ce document / Cite this document :

Stora. La différenciation entre le F.L.N. et le courant messaliste (été 1954-décembre 1955). In: Cahiers de la Méditerranée, N°26, 1983. Cités et nations au Maghreb. pp. 15-82.

doi : 10.3406/camed.1983.937

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/camed\\_0395-9317\\_1983\\_num\\_26\\_1\\_937](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/camed_0395-9317_1983_num_26_1_937)

---

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE INTERIEURE DE LA  
REVOLUTION ALGERIENNE

LA DIFFERENCIATION ENTRE LE F.L.N ET LE COURANT MESSALISTE

Eté 1954 - Décembre 1955

LA CRISE DU MTLD ET LA FORMATION DU C.R.U.A.  
LES PRÉPARATIFS DES MESSALISTES ET DES ACTIVISTES  
LA CONFUSION DES LENDEMAINS DU 1er NOVEMBRE  
PRISES DE CONTACTS ET TENTATIVES DE CONCILIATION  
PREMIERES RUPTURES, PREMIERS AFFRONTLEMENTS  
LA DIFFERENCIATION DES CHOIX POLITIQUES

## PRESENTATION

Au moment où prend fin la guerre pour l'indépendance, le journal Le Monde, daté du 20 mars 1962 publie des chiffres. Il s'agit du bilan de l'affrontement meurtrier entre les messalistes et le FLN, dans l'émigration : PRES DE 12 000 AGRESSIONS, 4 000 MORTS et PRES DE 9 000 BLESSES. Sur le sol algérien même, pendant la période qui s'étend de novembre 1954 à mai 1957, les services officiels du Gouvernement Général d'Algérie dénombrent 16 382 agressions enregistrées contre les personnes civiles et seulement 9 134 contre les forces armées françaises. Etonnamment ; la logique d'une révolte contre la France eut voulu une proportion inverse. Pendant ce laps de temps, les agressions contre les personnes civiles mentionnées plus haut ont fait, pour s'en tenir aux seuls tués, 6 352 morts musulmans contre 1 035 de souche européenne.

Après la publication de ces chiffres intervint le massacre de 300 habitants de Melouza, village d'obédience messaliste, et l'écrasement des maquis MNA dans le Sud Algérien, faisant plus d'un millier de victimes. En métropole comme en Algérie, le bilan est lourd, au total : PLUS DE 10 000 MORTS et PRES DE 25 000 BLESSES.

La froideur des statistiques ne rend pas compte de la véritable tragédie qu'a constituée l'affrontement entre le MNA et le FLN. Dans la tourmente de la discorde meurtrière ont disparu de nombreux cadres ouvriers, véritables pionniers du nationalisme algérien. En effet, au fil d'évènements souvent complexes sur le plan chronologique, se dégage l'évolution puis l'éclatement de la plus puissante organisation nationaliste algérienne de l'époque : le M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) qui groupait 18 000 militants et avait plus de 20 000 sympathisants, à la veille du 1er novembre 1954. Une partie de cette génération d'hommes et de femmes qui avaient façonné le mouvement nationaliste avant 1954, qui n'avaient vécu que pour l'objectif de l'indépendance de leur pays, allaient se retrouver au moment d'atteindre le but tant attendu depuis des dizaines d'années, déchirés, démoralisés.

Le duel livré entre le FLN et le MNA, véritable guerre dans une guerre, creusa une large plaie au flanc de la révolution algérienne, plaie qui mit plusieurs années à se refermer sans se cicatriser. Mohamed HARBI, dans son récent ouvrage, Le F.L.N., mirage et réalité, cite cette phrase d'Ahmed NESBA, membre du bureau politique du MNA, rallié au FLN et abattu par ses anciens camarades messalistes : "ce qui m'est arrivé est terrible. J'ai passé la guerre à combattre des Algériens".

A qui incombe la responsabilité de cette tuerie ? Nous le savons, et il est coutumier de dire et de l'écrire, l'histoire officielle est toujours écrite par les vainqueurs. L'image qui nous reste des messalistes est donc bien peu flatteuse. Mais quelles furent vraiment les prises de position, la démarche des partisans de Messali HADJ ? Dans la masse considérable de livres, travaux, documents qui ont paru à propos de la guerre d'Algérie, l'occultation est quasiment totale sur l'organisation rivale du FLN. En tentant de soulever ce problème, nous n'avons pas cherché à ré-écrire une "contre-histoire", celle de l'organisation vaincue. Pour ce qui concerne le FLN nous avons puisé à la source considérable de travaux existants, particulièrement André MANDOUZE qui a publié de nombreux textes du Front dans La Révolution Algérienne par les textes, et les ouvrages de Claude PAILLAT, Serge BROMBERGER, Yves COURRIERE, Eugène MANNONI et plus récemment Mohamed HARBI avec le livre important précédemment cité. Au sujet du MNA, nous sommes allés directement aux sources, car pratiquement aucun écrit de cette organisation n'a été publié. Cette étude s'appuie donc sur de nombreuses sources inédites : bulletin intérieur du MNA, notes internes aux militants, presse officielle ou clandestine, tracts et témoignages de responsables et militants messalistes.

Examiner les positions réciproques, les confronter systématiquement en allant aux sources mêmes, donner la parole à ceux qui ne l'ont plus et entendent se justifier, est une nécessité pour se faire un jugement sur les faits. En dépit de certaines limites évidentes dans la documentation, il semble possible de tirer quelques leçons importantes des événements qui vont marquer l'histoire de l'Algérie actuelle, sans attendre qu'ils soient transformés par le temps en documents d'archives figés dans un passé plus ou moins reculé. En agissant de la sorte, c'est-à-dire passer outre aux impératifs du moment mais donner à voir, montrer ce qui est, nous espérons rester fidèle à cette conception de Jaurès que nous faisons nôtre :

" Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques".

Discours à la jeunesse - 1903 -

Le 1er novembre 1954, date officielle du déclenchement de la guerre d'Algérie, n'est pas synonyme de rupture entre le courant messaliste qui va prendre pour appellation Mouvement National Algérien (MNA) et le FLN. Contrairement aux affirmations communément répandues, où l'on relève entre autre la condamnation par les messalistes du 1er novembre, la délimitation entre les deux organisations va s'opérer au terme d'une lente différenciation étalée sur plus d'une année. (1)

Recruter, sélectionner des cadres, entraîner la population, imposer l'idée d'indépendance, établir des filières, s'enfermer dans le secret et réinventer la guérilla, rechercher des alliances politiques, en un mot, mettre le pays en état d'insurrection, cette courte période est particulièrement décisive pour qui veut comprendre l'histoire intérieure de la résistance algérienne, ses motivations, ses déchirements ultérieurs.

La période qui s'étend de juillet 1954 à la fin de l'année 1955 est marquée par trois phases : la première est constituée par les préparatifs de l'insurrection menés à la fois par les messalistes (suite aux décisions prises par leur Congrès à Hornu), et par ceux que l'on appelle les activistes, regroupés dans le Comité Révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). Ces derniers affirmaient leur objectif de la manière suivante "Devant la crise actuelle du MTLD, un groupe de responsables ne partageant aucune responsabilité dans le conflit présent (...) ont décidé d'agir en vue de sauver de la destruction l'organisation du parti. Cette prise de position exige que vous soyez à nos côtés pour la sauvegarde de l'unité du parti". La deuxième phase est celle des lendemains du 1er novembre où l'on note, dans la confusion politique, des tentatives de conciliation entre ceux qui ont effectivement déclenché l'insurrection (les hommes du CRUA qui prennent pour sigle le FLN) et les partisans de Messali HADJ, regroupés dans la majorité du MTLD, organisation dissoute le 5 novembre 1954 et qui prend pour nom le MNA (2). C'est la période pendant laquelle le FLN se cherche encore, accomplit sa croissance et prend la mesure de ses possibilités.

La troisième phase intervient en avril 1955, lorsque ABANE Ramdane entreprend de doter le FLN d'une ébauche de programme, concrétisée à cet instant par la recherche d'alliances et d'une organisation politico-militaire. Abane, véritable tête politique du Front, bientôt rejoint par Amar OUZEGANE, ancien

secrétaire général du Parti Communiste Algérien, va s'appuyer sur la Kabylie, région proche d'Alger et difficile d'accès qui jouera un rôle décisif dans l'affermissement des maquis du FLN. Cette troisième phase sera donc celle du début de l'opposition ouverte entre le MNA, avec sa tête Messali HADJ, et le FLN. Minoritaire, en cette première partie de l'année 1955, dans l'émigration et en Algérie, le FLN a tout à conquérir et nul acquis à préserver. Il définit donc ses objectifs de façon irréversible et s'oblige à pratiquer à l'égard du MNA une politique du tout ou rien.

Après l'étude des repères chronologiques de la différenciation, nous nous sommes interrogé sur les motivations politiques qui ont conduit les deux organisations à une telle situation. Y avait-il sérieusement des divergences entre FLN et MNA ou était-ce simplement une volonté réciproque de conquérir l'hégémonie dans la conduite de la révolution, qui a débouché sur l'affrontement ?

#### - LA CRISE DU MTLD, LA FORMATION DU CRUA

En 1953, la Tunisie était en feu et le "fellagisme" faisait son entrée dans le vocabulaire journalistique pour désigner cette forme de lutte totale qui tient à la fois du désespoir et de la croyance des peuples sans arme en l'avenir de leur pays. Le Maroc s'agitait avec non moins de violence et d'ampleur. Tandis que l'Algérie, par son calme étonnant, semblait dormir d'un profond sommeil, frappée de torpeur ou insensible à ce qui se passait dans son voisinage immédiat. Que se passait-il au juste ? Le calme qui régnait sur l'Algérie n'était qu'apparent. En fait le mouvement de masse majoritaire qui avait fondé tous ses espoirs sur l'indépendance de l'Algérie, qui en avait préparé la voie depuis de longues années, se trouvait lui-même déchiré et paralysé par des luttes internes. Le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), puisque c'est de lui dont il s'agit, avait atteint un degré d'autorité tel, que toute action du peuple algérien dépendait de sa décision.

Or, à la même époque s'était révélée une nouvelle forme de colonisation dite "libérale", personnifiée par Mr Jacques Chevallier, député-maire d'Alger. Cet homme politique avait réussi par une série de réalisations locales, de déclarations publiques, d'habiles petites manoeuvres et de flirt avec les conseillers municipaux du MTLD, à convaincre ces derniers d'une émancipation progressive, fondée sur une politique réformiste et progressive.

Toute la stratégie de Jacques CHEVALLIER tenait dans cette phrase: "Considérons aujourd'hui qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques". Les dirigeants du MTLD, principalement hommes du Comité Central, furent séduits. Déjà peu convaincus de la nécessité de l'action directe et encore plus pessimistes depuis le démantèlement de la branche paramilitaire du MTLD (l'Organisation Spéciale) par la police française en 1950 à la suite du hold-up de la poste d'Oran, ils espéraient trouver dans la politique du Maire d'Alger une planche de salut.

Leur orientation réformiste l'emporta au IIème Congrès du MTLD en avril 1953 ; le conflit ne pouvait donc que s'ouvrir avec Messali, vieux dirigeant de la tradition populiste, envisageant une mobilisation populaire plus intense, prélude à l'action directe. Le différend éclata publiquement en février 1954 lorsque Messali appela les organisations du Parti à ne plus obéir au Comité Central surnommé les "Centralistes".

Les deux fractions étaient devenues si opposées, que dans toutes les villes d'Algérie allaient éclater des bagarres, avec morts et blessés, pour la possession des permanences, des locaux, des journaux et des caisses du Parti. En avril 1954, Messali lança l'ordre aux trésoriers de kamas, c'est-à-dire de cantons, de verser les fonds qu'ils détenaient à un compte en banque qu'il contrôlait en métropole. Les centralistes réagirent immédiatement en donnant l'ordre aux kamas de bloquer les cotisations. Les militants de base, surtout dans le bled, étaient en fait très déroutés par cette lutte. En général ils restaient persuadés que les chefs allaient refaire l'unité. En bonne règle, c'était le Congrès de l'été 1954 qui devait trancher le différend. Des deux côtés, on s'affaira à sa préparation. Le 10 juillet 1954, le CC convoqua à Alger une conférence préparatoire où les délégués présents votèrent un ordre du jour qui était un blâme atténué pour Messali. Il fixa d'autre part la date du Congrès au 15 août. Seuls les centralistes y furent présents, pour une bonne raison : les messalistes étaient en Belgique où Messali avait convoqué un autre congrès à Hornu, près de Bruxelles. Le leader du MTLD avait décliné "l'invitation" des centralistes parce qu'il savait que son orientation était devenue majoritaire au sein de l'organisation. Le succès du Congrès messaliste sembla lui donner raison.

Les assises d'Hornu se déroulèrent dans une atmosphère de tension et d'enthousiasme, sans désespérer, pendant trois jours, les 13, 14 et 15 juillet. Le 13 juillet, consacré à la

vérification des mandats, permit de mesurer l'ampleur du ralliement des militants à Messali. Un peu plus de trois cents délégués, dont les 5/8e étaient originaires d'Algérie, représentaient les kasma. Après la vérification des mandats, ne votèrent que les délégués dont les kasma avaient payé ou qui versaient à ce jour les cotisations.

La carte d'implantation du messalisme se dessina alors. L'intégralité de la Fédération de France du MTLD avait envoyé des délégués à Hornu. Toutes les régions d'Algérie étaient représentées ; pour la Kabylie, KRIM Belkacem délégua Ali ZAMOUN et Aït ABDESSLAM. Si tout l'Algérois, le Sud Algérois, l'Oranie où s'était menée une lutte sévère contre les centralistes, étaient massivement représentés, il n'en était pas de même pour le Constantinois, les Aurès. Les délégués présents de ces régions n'avaient exercé de responsabilités dans le MTLD qu'au niveau local. Le MTLD épuré de ses éléments centralistes renouait, au niveau de la composition sociale, avec l'ancien Parti du Peuple Algérien (PPA). En redevenant "le parti des chômeurs et des misérables", il drainait à nouveau derrière lui l'énorme masse des sans travail. Dans une situation économique en Algérie, en 1954, où l'on comptait dans la paysannerie 7 à 800 000 "sous-employés" plus ou moins en âge de travailler et parmi les 600 000 musulmans des villes en âge de travailler, 200 000 chômeurs partiels ou totaux, les cadres messalistes plongeaient leurs racines dans cette société clochardisée. Ils étaient hostiles à toute alliance avec la bourgeoisie, réfractaires au légalisme et aux procédés politiques tendant à les éloigner de l'action violente, méfiants à l'égard d'intellectuels accédant à des postes de direction. Ce fut surtout en pensant à eux que Messali rédigea le rapport, lu à la tribune du Congrès, qui marqua une rupture définitive avec le Comité Central (3).

Messali reprocha aux centralistes de surestimer les divergences au sein des "puissances occidentales", de mener une politique électorale sans principe, d'avoir une vision des alliances à l'intérieur du pays qui mettait le parti à la remorque des mouvements réformistes. S'attaquant au "règne de la bureaucratie" dans l'organisation, il s'efforça d'expliquer comment, en usant de son nom, on l'écartait de fait de toute responsabilité: "En dehors de ma documentation personnelle et de mes lectures de la presse, je manquais presque totalement d'informations sur la vie du parti. Très souvent j'apprenais certaines informations dans les rues ou grâce à de simples militants. En un mot, messieurs les congressistes, je dois vous dire que mon rôle était

tellement réduit que j'avais honte de moi-même. Il y a eu bien des documentations qui ne m'ont jamais été remises, alors que les petits amis de la direction les lisaient sans avoir les responsabilités que j'ai devant vous et devant le peuple". Dénonçant l'inertie, le conservatisme, l'imprévoyance, il accusa la direction d'avoir sabordé l'appareil clandestin, l'Organisation Spéciale (O.S.). Il aborda enfin le cas du Maroc et de la Tunisie, sous l'angle politique et diplomatique, en laissant le soin aux militants de tirer les conclusions sur un éventuel soulèvement au plan militaire. C'est ce passage du discours de Messali au Congrès d'Hornu, que le journal Le Monde du 13 octobre 1954 mit en relief pour démontrer que les messalistes se préparaient à l'action directe :

"Les problèmes tunisiens et marocains ont connu l'internationalisation de 1950 à nos jours. Pour rappeler en un mot quels sont les moyens pratiques qui ont milité en faveur de cette internationalisation, disons que la situation au Maroc et en Tunisie frise l'insurrection. Au point de vue tactique, le moment est extrêmement favorable pour tenter de lier le problème algérien et celui du Maghreb arabe et, par là même, d'internationaliser le problème algérien. Cela est du domaine de la diplomatie qui, pour réussir doit être appuyé par une politique intérieure révolutionnaire. Il n'y a pas plusieurs façons d'internationaliser un problème: il faut s'y mettre ou se démettre".

Après lecture du rapport de Messali, ce furent essentiellement Moulay MERBAH et A. MEZERNA, vieux compagnons du leader en résidence surveillée, qui tinrent le devant de la scène. FILALI ancien responsable de l'O.S. s'occupa, lui, des questions d'organisation. Un seul délégué, Abderramane BEY GAGOUN d'Oued Zenati, plaida la réconciliation des tendances. Tous les autres participants condamnèrent la politique des centralistes. Le Congrès décida l'organisation d'un "Comité National de la Révolution", dirigé d'Alger par un ouvrier responsable de l'O.S. et responsable de la Commission Ouvrière du MILD. L'objectif de ce comité était de récupérer l'argent, les locaux et les armes en possession des centralistes, réorganiser le parti en perspective d'un déclenchement de la lutte armée.

Le 17 août 1954, le colonel Schoen qui dirigeait les renseignements généraux, écrit dans son bulletin politique remis au gouverneur général Léonard : "Messali aurait décidé d'orienter le parti vers la clandestinité et mis sur pied un plan d'action directe avec constitution de groupes de combat voués à l'action terroriste". (4) En tentant de renouer avec

les traditions de l'Etoile-Nord-Africaine et du P.P.A., Hornu représentait un moment important dans l'histoire du mouvement nationaliste. A un moment où Mendès-France signait les accords de Genève (20-21 juillet 1954) sur l'Indochine, où il s'apprêtait à négocier l'autonomie interne pour la Tunisie, Hornu signifiait que le peuple algérien devait se tenir prêt à l'accomplissement du combat pour l'indépendance. Mais Hornu contenait aussi nombre de confusions et d'incohérences qui allaient favoriser l'émergence de critiques venant d'hommes plus déterminés ou prompts à se saisir de tout pour continuer à attaquer le courant messaliste, grand vainqueur à la mi-juillet 1954.

Proposé par Mustafa STAMBOULI (qui passera plus tard au FLN), l'élection de Messali HADJ à la présidence à vie du mouvement allait donner l'occasion aux centralistes, au PCA ou à l'UDMA de F. ABBAS de représenter le conflit existant comme un combat entre "démocratie" et "autocratie". Ce faux-pas était significatif de l'absence de clarification des problèmes en cours. Des sanctions d'exclusion furent prises à l'encontre de huit responsables du Comité Central. Dans les faits, Hornu conservait le MTLD simplement débarrassé de huit centralistes.

Le contenu social de la crise que traversait l'organisation n'était pas compris dans le sens où les hommes du Comité Central étaient devenus les instruments agissants d'une jeune bourgeoisie algérienne en voie de constitution. L'analyse du MTLD restait confinée dans le cadre de "parti-peuple-entier", parti dans une société où un peuple de dix millions d'hommes et de femmes étaient tous totalement expropriés ; où n'existait, pour le MTLD, aucune différenciation sociale entre bourgeoisie, paysannerie, chômeurs et jeune prolétariat algérien. Dans ce sens la "déviation" des centralistes était perçue d'une manière formelle, technique : il fallait surtout se défier de la bureaucratie qui pouvait surgir au sein du parti. Le pas fut vite franchi entre critique de la bureaucratie et de la centralisation. La direction d'Hornu allait commettre une lourde erreur en incitant les militants à se défier de toute mesure de centralisation à un moment où cette organisation entendait s'orienter vers la lutte armée.

Les activistes allaient rapidement mettre le doigt sur cette faiblesse, eux qui précisément mettaient l'accent sur le strict cloisonnement, la clandestinité. Par là même, le Congrès d'Hornu ne se mit pas à la hauteur de la disposition consciente des militants vers la lutte armée, liée au mouvement d'ensemble

des masses algériennes. ZAMOUN, par exemple, délégué de la Kabylie, demanda à plusieurs reprises des précisions sur la lutte armée. Il ne reçut que de vagues assurances (5).

Les activistes, regroupés dans le C.R.U.A, allaient trouver parmi ces hommes le terrain propice pour se développer. Où se situaient précisément ces activistes dans le MTLD ? Dans le conflit qui opposait Messali au Comité Central, illégaux, maquisards et anciens cadres de l'O.S. (6) présents en Algérie prirent position pour Messali. MASHAS écrivit à AIT AHMED, BEN BELLA et KHIDER pour leur demander d'appuyer Messali.

En Kabylie au printemps 1954, "les centralistes sont déjà condamnés. Pour ces hommes qui vivent depuis si longtemps dans la montagne, souffrant des conditions précaires de leur vie clandestine, la sympathie va à l'exilé, au vieux prophète. Sentimentalement, c'est lui qui l'emporte sur son trop ambitieux adjoint. Le vieux, c'est un dur, un ancien détenu. Pour les maquisards, c'est un père, un frère. Malheureusement il ne veut pas se laisser convaincre que la lutte armée est maintenant la seule issue. Peut être y arrivera-t-on". Ce qu'écrit Y. COURRIERE, dans les Fils de la Toussaint, reflète bien l'état d'esprit régnant à ce moment là. La polarisation en deux forces, l'une entraînant l'écrasante majorité du parti avec Messali, l'autre s'appuyant sur les cadres en place semblait acquise, quand en mars 1954, Mohamed BOUDIAF lança l'idée d'une troisième force, le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA). L'initiative de Boudiaf, sans aboutir à un bouleversement immédiat du rapport de forces, allait imprimer un autre cours aux évènements. La démarche de Boufiaf fut-elle concertée avec le Comité Central ? Cette question est importante lorsqu'on sait que par la suite les messalistes ne cesseront de dénoncer les hommes du CRUA comme étant des agents des centralistes, conscients ou inconscients et exigeront avant tout accord avec eux, une condamnation a priori des centralistes.

La démarche politique des messalistes était en partie fondée si l'on considère qu'il y eut bien effectivement des rencontres entre Boudiaf et le responsable centraliste LAHOUEL ; ce dernier promit cinq millions au CRUA et mit trois hommes à leur disposition : DEKHLI, M'hamed YAZID et RADJEFF (7). Mohamed HARBI souligne dans son livre Aux origines du FLN que "Lahouel et Yazid avaient très vite compris qu'un compromis avec Messali ne pouvait résulter que de l'action d'une force peu suspecte de réformisme. Cette force existait. C'était les illégaux, les irréguliers, ceux qui, dans le langage de l'appareil on appelait "les lourds". L'idée de s'en servir contre Messali avait germé avant même que le Comité

Central ne cède à la pression messaliste (p. 135) et il était vrai que dès sa naissance le CRUA dans son bulletin Le Patriote se rangea derrière les centralistes en avril 1954 en invitant les organisations de base à bloquer les finances et à ne pas coopérer avec la délégation provisoire du MTLD animée par Messali. Le CRUA était-il pour autant homogène quant à l'attitude à adopter? En fait, seul BOUDIAF, responsable de l'organisation de France, avait véritablement un projet politique concerté avec les centralistes.

La tactique de ce dernier se fondait sur l'illusion que Messali mènerait exclusivement la bataille dans les cercles dirigeants. Cette logique fut prise en défaut à partir du moment où Messali décida d'agir sans se préoccuper des répercussions de la bataille sur l'appareil de l'organisation, en s'adressant directement aux militants. Le calcul du Comité Central trouva donc un écho chez BOUDIAF, qui se mit à réagir en sa qualité de membre de l'appareil. Dans un récit relatant la préparation du 1er novembre, BOUDIAF écrit à ce propos : "Ce parti était notre Parti, nous avons beaucoup sacrifié pour son existence. Nous sentions que Messali, pour rétablir son autorité, était prêt à tout casser" (8).

Compagnon de route temporaire du Comité Central, adversaire farouche de Messali, BOUDIAF échoua dans sa tentative d'unifier les deux tendances. Après le Congrès d'Hornu, le CRUA décida de se dissoudre, car selon BOUDIAF, "il a estimé qu'il avait perdu sa raison d'être puisqu'il n'avait pas réussi à sauver le Parti de la scission" (9). Et pourtant, dans un ultime rebondissement, BOUDIAF arracha l'accord de la délégation MTLD au Caire pour préparer l'insurrection. En août, il ralliait à son point de vue les cadres de la Grande Kabylie. Il nous faut dès lors préciser un point : quelle était la composition du CRUA ?

ils étaient jeunes (en 1945, KRIM avait 23 ans, BOUDIAF 23 ans, BEN TOBBAL 28 ans, etc...) et n'avaient par conséquent pas connu la tradition du Parti du Peuple Algérien, ses luttes au sein du prolétariat français, l'histoire de sa structuration sur le sol algérien. Ils avaient presque tous vécu dans leur douar ou leur petite ville et possédaient une mentalité provinciale. La plupart d'entre eux venaient du Constantinois, région à la fois la plus pauvre et la plus attachée à la tradition arabo-musulmane, celle où les oulémas religieux avaient la plus grande facilité à faire vivre les Médersas. Les autres cadres étaient originaires de l'Aurès, de la Kabylie ou des Oasis, c'est-à-dire des régions où les structures sociales traditionnelles n'avaient pas

été complètement désintégrées. Issus de la classe des petits propriétaires fonciers ou des fellahs sans terre, ou encore de la petite bourgeoisie urbaine, tous furent marqués par les massacres de mai 1945. A ce propos, Albert CAMUS écrivait dans le journal Combat en mai 1945 : "Les massacres de Sétif et de Guelma ont provoqué chez les Français d'Algérie un ressentiment profond et indigné. La répression qui a suivi a développé dans les masses arabes un sentiment de crainte et d'hostilité". BEN BELLA devait dire plus tard : "les horreurs du Constantinois en mai 1945 ont achevé de me persuader de l'unique voie : l'Algérie aux Algériens".

Vivant dans la clandestinité, ils n'avaient ni suivi, ni saisi la racine des divergences (mis à part BOUDIAF) qui existaient au sein du MTLD. Désorientés, ils désiraient essentiellement que le parti s'engageât dans la lutte armée, à l'exemple de la Tunisie et du Maroc. Relatant la crise du MTLD, BEN BELLA et KHIDER futurs responsables de la délégation extérieure du FLN, établirent de cette façon la constitution du CRUA, dans un document rédigé au Caire en juillet 1955 : "Sur le plan politique, la meilleure façon de régler le conflit intérieur résidait dans une reprise de l'initiative de la lutte anti-impérialiste. La reprise de l'initiative politique devait être un raidissement de la lutte et le passage à l'action directe, en tenant compte surtout de la conjoncture nord-africaine".

Le groupe CRUA n'était pas homogène. A la différence de BOUDIAF, KRIM et OUAMRANE n'avaient pas rompu avec Messali; DIDOUCHE soutenait les positions des centralistes ; A. MAHSAS après avoir appelé à la neutralité des tendances allait côtoyer le mouvement messaliste avec le dessein d'en débaucher les militants le moment venu. Ceux de l'Aurès et du Constantinois adoptaient une position centriste (BEN BOULAID). Nous reparlerons plus tard de la délégation extérieure du MTLD.

Pour tous, le contenu social de la crise du MTLD leur échappait, parce qu'ils ne l'abordaient pas en termes sociaux. En critiquant seulement les "méthodes" de fonctionnement, en privilégiant des formes d'action vides de tout contenu politique, ils aboutirent à la conclusion suivante : puisque spontanément le peuple algérien ne s'est pas insurgé et faute qu'il y soit disposé, le problème de l'indépendance ne s'impose pas de soi-même : il faut le créer. En cet été 1954, les initiateurs de l'insurrection rêvaient à une victoire du type Dien-Bien-Phu.

- LES PREPARATIFS DES MESSALISTES ET DES ACTIVISTES

Dans l'organe du MTLD-messaliste, l'Algérie Libre, en date du 24 septembre 1954, Messali fit une allusion au passage à l'action directe qu'il avait envisagée dès 1951 : "En 1951, dès mon retour de la Mecque et durant tout mon séjour à Chantilly, j'avais reçu en dehors des journalistes et de certaines personnalités politiques, les délégués des Etats arabo-islamiques auxquels j'ai exposé le problème algérien. Cette activité pour informer objectivement l'opinion arabe et islamique sur la question algérienne n'est qu'un aspect de la lutte à mener dans ce sens. Cet aspect ne peut donner des résultats que dans la mesure où il est appuyé par d'autres activités".

En quoi pouvaient donc constituer ces autres activités? Selon le témoignage de MEZERNA, recueilli par M. HARBI et paru dans Aux origines du FLN (p. 123), Messali s'entretint à Chantilly avec des membres de la direction du MTLD sur la nécessité d'envoyer d'urgence des militants faire leur préparation militaire au Caire, en coopération avec l'Emir ABDELKRIM, vieux leader de la révolte riffaine dans les années 1925. Messali confirmera plus tard, en 1963, dans un hommage rendu à l'Emir cette version des faits : "En octobre 1951, après mon pèlerinage à la Mecque, j'ai rendu visite à l'Emir ABDELKRIM dans sa résidence du Caire. Nous avons eu plusieurs entrevues au cours desquelles nous avons examiné ensemble l'avenir du Maghreb. Nous avons aussi parlé de son soulèvement et de certains de ses aspects". (10)

Mais, où en était donc, en novembre 1954, la préparation à l'action armée que Messali envisageait dès 1951 et que le Congrès d'Hornu venait d'élaborer ? La presse messaliste, l'Algérie libre, évoquait la nécessité de l'internationalisation du problème algérien, c'est à dire son examen par l'O.N.U. Dans le n° 124 du journal, en septembre 1954, on pouvait lire : "Il n'est pas impossible que les délégués arabes dans leur réquisitoire contre les méfaits de la domination coloniale française en Afrique du Nord attirent l'attention de l'Assemblée Générale de l'O.N.U sur le cas de l'Algérie." Cet espoir reposait sur les promesses faites par le roi Séoud d'Arabie de soulever en septembre 1954 la question algérienne devant les instances internationales. Parallèlement, les dirigeants du MTLD entendaient radicaliser leur mouvement, mais en se gardant bien de semer des illusions sur une solution militaire du type Dien-Bien-Phu.

Polémiquant avec les partisans du CRUA, l'Algérie

Libre du 22 octobre expliquait en ces termes la position à adopter : le choix entre la violence et les actions pacifiques n'est que subsidiaire (...) La révolution par la loi est impensable parce qu'il s'agit de la loi à la mesure de l'institution. Détruire l'institution qui opprime, c'est évidemment détruire son appareil légal et toutes les justifications de l'ordre colonial. Mais les moyens moraux et pacifiques existent pour y parvenir. La non-compérotation, la résistance passive, les grèves, les manifestations nationales et internationales, la coordination de toutes les oppositions, l'éducation des masses sont autant de choses psychologiques qui donnent au peuple des gages tangibles de sa puissance et, à l'adversaire, l'envie de composer. Est-il nécessaire de donner une secousse unique aux bastilles colonialistes pour les abattre ? Ce n'est pas dans nos moyens à moins de circonstances imprévues" (11).

Confiance dans le cheminement des masses, éducation politique, moyens traditionnels de combat comme la grève ou les manifestations et refus d'une secousse unique. La clandestinité était minimisée, car si elle protégeait de l'autorité coloniale, le risque était grand d'agir à l'insu du peuple algérien dont la "complicité" était indispensable. On verra que cette objection des messalistes sera balayée par les hommes du CRUA pour qui le principal est de lutter "Contre", afin de détruire ce qui est, sans se préoccuper ni de discussion sur les moyens à mettre en oeuvre, ni de vérités autres que celles de l'action.

Voilà pourquoi, lorsque le journal Le Monde du 13 octobre 1954 qui sous le titre "Les Messalistes se préparent à une action révolutionnaire" interrogea Moulay MERBAH, ce dernier se contenta de répondre : "Je répète qu'il n'y a pas de scission du MTLD, mais simplement une exclusion qui sanctionna les auteurs d'une politique non conforme aux principes fondamentaux du parti: l'indépendance de l'Algérie (...) Il était évident que le dénouement de la crise mettra un terme à l'immobilisme qui a été une des causes de cette crise". Cette "fin de l'immobilisme" impliquait-elle des mesures d'organisation ? Les directives que Messali rédigea à l'intention du Bureau Politique, au lendemain du Congrès d'Hornu, étaient en fait assez vagues. Il incitait celui-ci "à créer un service de sécurité pour assurer la bonne marche du Parti, la sécurité des dirigeants et des militants en cas de répression ou de dissolution du parti" (12). Et pourtant selon le témoignage d'Ahmed MEZERNA, cité par Daniel GUERIN, Messali eut avec ce dernier au début de septembre 1954, une conversation importante fixant un terme précis pour l'insurrection. Messali lui confia qu'il avait longtemps espéré, soit s'évader de sa résidence forcée,

et quitter la France, soit obtenir sa liberté du gouvernement français. "Il estimait qu'il était préférable que sa personne ne fût pas entre les mains de la puissance coloniale au moment où éclaterait l'insurrection nationale. Mais ses espoirs dans ce sens avaient été déçus et il en venait maintenant à admettre que l'on ne pouvait plus attendre davantage : Il avait résolu que l'insurrection serait déclenchée au plus tard le 15 novembre 1954" (13).

D'autres sources, des déclarations d'hommes d'Etat français, font état de préparatifs des messalistes pour le passage à l'action armée. Lorsque F. MITTERAND, alors ministre de l'intérieur, prit la parole le 10 décembre devant l'Assemblée Nationale en déclarant : "les informations dont je dispose me permettent de penser qu'un mouvement généralisé devait éclater dans les premiers mois de l'année prochaine", il faisait allusion aux informations fournies par le Préfet VAUJOUR au directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur, Mr NICOLAS. Georges CHAFFARD, dans ses Carnets Secrets de la Décolonisation rapporte l'entretien entre les deux hommes : "NICOLAS confère avec le Préfet VAUJOUR, Directeur de la Sureté. Celui-ci dresse un premier bilan des événements de la Toussaint : une centaine de terroristes seulement à son estimation. Le MTLD n'était pas dans le secret, mais certains de ses dirigeants envisageaient de leur côté une action pour janvier 1955. Tôt ou tard on aurait donc eu des troubles".

15 novembre 1954, janvier 1955... Cette variation de dates démontrait que le MTLD n'était pas engagé sur une initiative précise quand à une insurrection de caractère militaire sur tout le territoire algérien. Les anciens de l'O.S. qui avaient suivi Messali contre les centralistes penchaient plutôt pour les actions individuelles, de type terroriste et sous-estimaient l'action militaire nationale (14). Les préparatifs des messalistes n'en continuaient pas moins, orientés sur deux plans : envoi d'une délégation au Caire et recherche d'armes. Placée historiquement et géographiquement au pivot du monde arabe, Le Caire était vouée au rôle de plaque tournante du nationalisme maghrébin. Le retentissement de la lutte menée par l'Egypte contre l'Angleterre pour son indépendance exerça très tôt un pouvoir d'attraction sur les nationalistes de l'Afrique du Nord française. Dès février 1947, le Tunisien H. BOURGUIBA, l'Algérien Cheddli MEKKI (représentant le P.P.A), le Marocain Allal el FASSI fondèrent un "Bureau du Maghreb" chargé d'élaborer un plan d'action commun. Cet accord était la matérialisation de discussions engagées une année auparavant entre les trois partis.

Une fiche de renseignements rédigée par M. CAPITANT, le 27 septembre 1946, secrétaire général de la région de Casablanca (15), affirmait que les gens de l'Istiqlal marocain reportaient leurs espoirs sur un accord qu'ils venaient de conclure avec Messali HADJ et BOURGUIBA. Ils envisagèrent "une action prochaine et commune des trois pays nord-africains qui montrera à la France et au Monde que les peuples d'Afrique du Nord ne veulent plus vivre sous le joug des Français". Pour les Marocains, toujours selon M. CAPITANT, il était fort possible que Messali devienne le leader de la libération, Feraht ABBAS, par sa modération, son acceptation du statut de l'Union Française, étant relégué au second plan (16).

Et effectivement, Messali allait porter la plus grande attention sur les discussions menées au Caire, la fondation du Comité de Libération du Maghreb en 1948, l'acheminement d'une "délégation extérieure" du MTLD dans la capitale égyptienne. Or, précisément, cette délégation du MTLD était formée en 1954 de Mohamed KHIDER, BEN BELLA et Aït AHMED qui avaient été gagnés aux idées du CRUA. Très vite le gouvernement égyptien les porta au rang de "chefs de file de la révolution algérienne" en misant sur leur jeunesse, leur doctrine, leur agressivité ; leur manque d'expérience politique les rendant plus aptes à adopter, selon les Egyptiens, leur propre point de vue.

Le 15 octobre, MEZERNA, envoyé par Messali, partit pour le Caire avec un autre dirigeant du MTLD, Embarek FILALI. Le Comité Directeur qui s'était réuni le 15 août 1954 avait décidé l'envoi d'une mission dont le but était de contacter les représentants de la Ligue Arabe en vue du soutien de l'insurrection et de donner des directions précises à la délégation MTLD au Caire, relatives à l'organisation de la propagande extérieure qui appuierait cette insurrection (17). Le voyage de MEZERNA et FILALI fut considérablement retardé par le manque d'empressement que mit la délégation MTLD du Caire à leur obtenir un visa égyptien. Sans doute était-ce pour faire coïncider leur arrivée au Caire avec celle des émissaires centralistes, YAZID et LAHOUEL, venus là également pour demander d'arrêter les préparatifs du soulèvement. Les deux envoyés messalistes avaient-ils annoncé à la délégation extérieure que la décision de passer à l'insurrection avait été prise pour janvier 1955 ? Aucune preuve ne permet d'étayer qu'ils purent ainsi prévenir -sans le savoir- l'état-major du CRUA représenté par BEN BELLA et KHIDER, de la date limite envisagée par Messali et permettre ainsi au CRUA de prendre de vitesse le MTLD en déclenchant l'insurrection un peu plus tôt. De fait, MEZERNA et FILALI furent surpris au Caire par le ler

Novembre et apprirent, par Khider, le déclenchement de l'insurrection dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre. "Ça a donc éclaté! Bonne chance" s'écria MEZERNA et FILALI ajouta : "C'est un jour béni pour l'Algérie" (18).

BEN BELLA, KHIDER et BOUDIAF (il avait rejoint le Caire le 27 octobre) qui prirent donc sur eux de ne dévoiler qu'au dernier moment le choix de la date fixée par le CRUA, ne tenaient plus compte de l'ancien rapport de forces au sein du mouvement national. Tout en ayant proposé à MESSALI de venir le rejoindre au Caire (19) leur attitude en fait était fortement influencée par la position de Nasser, intervenant par l'intermédiaire du chef de son 2ème bureau, FATHI EL DIB. Celui-ci promit aux insurgés finances, ravitaillement et possibilité d'accès à "La voix des arabes", puissant émetteur-radio clairement audible en Afrique du Nord, inauguré le 4 juillet 1953.

Songeant à créer des difficultés à la France dans la perspective d'une éventuelle nationalisation du Canal de Suez, Nasser s'intéressa de près à l'Algérie. En octobre 1954, dans la revue américaine U.S. News, à la question posée, "les Français ont fait de l'Algérie une partie intégrante de la France", NASSER répondait : "Oui et cela ne peut durer et je pense que le problème est le même que celui de la Tunisie et du Maroc."

Prétendant contrôler l'ensemble des mouvements du Maghreb, il était de ce fait mal disposé à l'égard des leaders des trois pays d'Afrique du Nord jugés trop peu malléables. Il nourrissait la même méfiance à l'égard de Bourguiba à qui il préférait Salah BEN YOUSSEF, du Sultan du Maroc, de MESSALI, -à qui il préférait, plus encore que KHIDER, BEN BELLA "beaucoup plus maniable" (selon Jacques DUCHEMIN) (20). Les préparatifs d'action directe des messalistes avaient reçu un commencement d'exécution en Grande Kabylie. Les maquisards issus de l'O.S. y vivaient dans la clandestinité, sous la direction d'Ouamrane et de Krim. MEZERNA était en contact étroit avec eux. Il avait proposé à Ouamrane le poste, vacant, de chef de la Wilaya III (Kabylie) mais ce dernier avait préféré le voir attribué à Krim dont il serait l'adjoint. Les chefs de celles des Kasmis du MTLD qui détenaient des armes avaient reçu de la direction messaliste l'ordre de livrer aux maquisards la moitié des armes en réserve. Il leur était versé également pour les achats d'armes 10 % des cotisations perçues par le Parti. Ouamrane et Krim recevaient chacun une mensualité de 10 000 francs. En même temps les maquisards kabyles demeuraient, avec l'accord de Mezerna, en contact avec le CRUA. C'était le cas de BEN BOULAID pour les Aurès.

Il hésitait encore entre les messalistes (en tant que permanent de l'organisation il touchait 28 000 francs/mois du MTLD, encore au mois d'octobre 1954) (21) et le CRUA.

Sur le plan de la recherche des armes, plusieurs indices permettent d'apprécier les préparatifs messalistes. Mohamed HARBI en cite deux : "Dès le 29 octobre, Mohamed GOFFAL, chef de la daïra d'Aïn Temouchent, est avisé par un militant de l'imminence d'actions armées. Sa déposition de police en fait foi (...) la déclaration de M. GOFFAL est confirmée par le témoignage de Mohamed MEMCHAOUÏ: "Mezouar m'a avisé que le groupe auquel il appartenait aurait reçu l'ordre d'être prêt le 31 octobre. Il m'a demandé s'il fallait rester dans le groupe ou le quitter. Je lui ai dit de rester". (22) Il y a d'autres indices. Citons la déclaration faite par Brahim CHERGUI, militant FLN, lors du procès dit des "libéraux d'Alger" en juillet 1957 : "Si j'ai milité pour une coexistence préconisée par le FLN, c'est en tant que politique, car courant 1954 j'étais menacé par des éléments du MNA et du CRUA, responsables de la rébellion" (23).

Enfin, sur ce sujet, un autre fait mérite d'être retenu. Un responsable du MTLD, SI HAQUES, avait été envoyé dans l'Aurès par la direction du MTLD, en octobre 1954 pour la préparation de maquis en vue de l'insurrection. Sollicité par le CRUA à la veille du 1er novembre 1954, il se montra méfiant. L'assurance qu'on lui donnait selon laquelle l'ordre venait de Messali lui-même ne lui suffit pas et il se rendit en France pour avoir des précisions. La direction du MTLD lui demanda d'être vigilant pour entrer, avec tous les moyens, dans la lutte (24).

Ces quelques faits démontrent à l'évidence que les messalistes se tenaient prêts à l'accomplissement d'une action armée. Les activistes étaient en plein désordre après la tenue du Congrès d'Hornu. Allaient-ils se fondre dans le Conseil mis en place par les messalistes ? Deux faits redonnaient vigueur aux initiatives du CRUA. Les bagarres violentes pour la possession des locaux, des finances faisaient rage sur tout le territoire d'Algérie entre messalistes et centralistes. Des militants de plus en plus désorientés écoutaient ceux qui expliquaient : "engageons-nous dans l'insurrection pour régler le différent". Ce climat général était reflété par le questionnaire présenté par les partisans de Messali, désireux de passer à l'insurrection, à Moulay Merbah:

- 1) : Etes-vous pour l'action insurrectionnelle ? Si non, pourquoi?
- 2) : Si oui, quelle aide comptez-vous y apporter ?
- 3) : Dans le cas où une action est déclenchée en dehors de vous, quelle sera votre position ?" (25)

Moulay Merbah, à qui Krim n'avait rien caché de ses contacts avec le CRUA, lui intima l'ordre de cesser tout rapport avec Boudiaf. Krim fit mine d'obtempérer. Chef de wilaya de la Kabylie, Krim assistera encore le 23 octobre à une réunion du Comité d'Organisation présidé par le neveu de Messali, Mohamed MEMCHAOUI (26). Tout porte à croire que Krim a eu un jeu double et qu'il n'a choisi définitivement son camp qu'au moment où il s'est aperçu que l'organisation messaliste dont il dépendait théoriquement était demanderesse à son égard. Il en va de même des organisations de Rio Salado et Aïn Temouchent. C'est ce que nous révèle la déposition de Mohammed GOFFAL, chef de la Daïra messaliste de Temouchent-Mostaganem: "Durant le mois d'octobre, j'ai assuré les liaisons dans ma daïra. Jamais je ne me suis rendu compte que les responsables d'Aïn Temouchent avaient également adhéré au CRUA. Ce n'est que l'avant veille des événements de la Toussaint que j'ai appris par MEZOUAR ce qui allait se passer. De retour à Oran, le dimanche matin, j'ai rendu compte à SI LAKHDAR (27). Le soir même les événements confirmaient ce que nous savions" (28).

Krim manoeuvre sans cesse entre le CRUA, ou plutôt l'orientation de Boudiaf et le MTLD messaliste. Il était pourtant au courant de l'initiative d'un éventuel soulèvement prévu par ces derniers, en janvier 1955. Comme le démontre son témoignage qu'il livra à Y. Courrière, Krim évoque une ultime entrevue qu'il eut avec Moulay MERBAH, l'envoyé de Messali : "Krim veut amener au CRUA les messalistes pour qui, malgré tout, il garde encore une vieille tendresse. Messali veut jouer de la corde sentimentale pour, au contraire, rallier Krim et les Kabyles à son MTLD. Et il a des arguments que développe habilement Moulay MERBAH. Oui, la Kabylie est une force organisée, une force valable mais pas les autres. Les Boudiaf, les Didouche, les Bitat ne représentent rien. Merbah affirme que Messali est cette fois bien décidé à passer à l'action armée contre la France mais pas avant 1955-début 1955, précise-t-il. Krim apprend ainsi que Messali est déjà en rapport avec des trafiquants allemands qui sont disposés à parachuter des armes dans le Djurdjura. En outre, le Zaïm, décidément très actif du fond de sa résidence forcée est en contact avec Anouar-el-Sadate, Président du Congrès islamique et avec Abdel Krim du Riff, qui ont promis leur aide. Leurs efforts conjugués permettront de déclencher l'action en janvier 1955, alors que Krim et ses maquis se joignent à eux" (29).

Le passage de Krim aux côtés du CRUA pour le déclenchement de l'insurrection (qui ne se fit pas d'ailleurs sans mal, au niveau des militants) (30) constitue le premier fait déterminant

qui donna aux activistes des assises au niveau de l'encadrement, des troupes, des maquis, une référence à une tradition politique de l'histoire du mouvement national.

Le deuxième élément qui favorisa le CRUA ce fut le basculement dans son camp du Constantinois, région qui, après la Kabylie, demeurait un bastion du nationalisme grâce à la longue tradition d'implantation du MTLD. La promesse d'armes venant du Caire emporta l'adhésion de BEN BOULAID, principal responsable des Aurès. BEN BOULAID qui avait sous son commandement près de 350 hommes rompus à la clandestinité et ayant une expérience des maquis, croyait sincèrement au CRUA comme instrument de conciliation entre messalistes et centralistes. Selon Krim, sa position était la suivante : "Si nous créons un Comité Révolutionnaire pour l'unité et l'action avec la Kabylie et l'Aurès, on sera assez forts pour intégrer les messalistes et les centralistes" (31). Vincent Monteil qui rencontra BEN BOULAID après sa capture le 16 février 1955 par les forces françaises, raconte dans son Carnet que ce dernier lui déclara qu'au moment de la crise qui secouait le MTLD, il s'était juré de ne plus obéir jusqu'à nouvel ordre à son chef (32).

Les maquis de la Kabylie et des Aurès allaient fournir au futur FLN les cadres nécessaires à l'après 1er novembre. Le 23 octobre 1954, les hommes du CRUA se répartirent les tâches DIDOUCHE prit la direction Nord-Constantinois, BEN BOULAID des Aurès, BEN M'HIDI de l'Oranie, BITAT de l'Algérois, KRIM de la Kabylie, BOUDIAF se chargeant de la coordination. Le jour J fut fixé le 1er novembre. Pourquoi les messalistes qui se préparaient à la lutte armée ont-ils été devancés ? Ignoraient-ils l'activité du CRUA ? En fait les partisans de Messali ont été pris de court le 1er novembre 1954, non parce qu'ils ne savaient pas, mais parce qu'ils ne croyaient pas aux projets des anciens de l'O.S. Preuve en est le témoignage de D. Guérin, fondé sur des notes inédites de Vincent Monteil et une interview de Mézerna : "Le 15 août, BEN BOULAID quitta les Aurès pour Tripoli afin d'y porter deux lettres dont l'une destinée à un certain "Amined" qui n'était autre que BEN BELLA (...) Un centraliste eut vent de l'affaire (...) Aussi rendit-il visite à un responsable messaliste pour l'informer de ce qui se tramait. Le déclenchement de l'opération était fixé, selon ce rapporteur, à la fin septembre (...) Mezerna aussitôt prévenu, prit l'avion à Alger afin de rendre visite à Messali, à Niort, pour lui relater ces préparatifs, que d'ailleurs les deux hommes ne prenaient pas trop au sérieux, ni sur la date envisagée, ni sur le fond" (37)

Mézerna disait vrai. Ni lui, ni Messali ne les prenaient au sérieux. Une volte-face intervint lorsqu'ils s'aperçurent que, par l'intermédiaire de DECKLI, les centralistes finançaient le CRUA. Leur objectif dès ce moment fut d'exiger des hommes du CRUA une condamnation a priori des centralistes.

C'était le discours que Merbah tint devant Krim, à la mi-octobre 1954 : "Le groupe CRUA, malgré ta participation est centraliste et les centralistes à longueur de temps nous mettent en garde, nous, les messalistes contre une éventuelle action", et à la question de Krim "Pourquoi ce refus, ces menaces ? Tu ne veux pas te battre ? Merbah resta figé dans sa position : "Si, mais rencontrer le groupe CRUA c'est rencontrer les centralistes et je m'y refuse" (34)

Après l'entrée de la Tunisie et du Maroc dans la lutte armée et le terrorisme, la défaite de Dien-Bien-Phu, les dirigeants messalistes sous-estimaient l'impact des hommes du CRUA, comme KRIM ou BEN BOULAIID, auprès des militants du MTLD qui choisissaient leur camp en fonction de l'immédiateté du projet insurrectionnel. L'attitude de Moulay MERBAH le démontrait : on concevait au sommet l'appartenance à une tendance comme exclusive de toute autre appartenance. Mais il n'en allait pas de même à la base où les luttes pour l'hégémonie le cédaient à la lutte contre la colonisation. On pouvait être messaliste ou centraliste et soutenir les activistes.

Mais si fondamentalement les messalistes ne prirent pas au sérieux les hommes du CRUA, c'était parce qu'ils misaient sur les préparatifs d'actions directes décidées par le Congrès d'Hornu. Plusieurs faits allaient bouleverser cette marche à suivre. D'abord le C.N.R. chargé de préparer l'insurrection n'avait pas respecté totalement les décisions d'Hornu. L'argent manquait, les armes aussi... (35)

Cela était peut être dû au fait que le MTLD continuait comme par le passé où pour Messali "rien ne pouvait remplacer l'action des masses organisées pour imposer un problème, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur" (36). Cette confiance dans le long cheminement du mouvement des masses explique le témoignage de Mohamed MAROC ancien membre du Bureau Politique du MNA, sur l'absence d'organisme pour préparer la lutte armée : "Messali avait une confiance mystique dans la base, il ne pensait pas à créer un état-major". Le MTLD subissait la situation plus qu'il ne la devançait au moment où la crise de l'impérialisme français commençait à faire naître des illusions au sein même de l'organisation, comme en témoigne l'article déjà cité de l'Algérie

libre, d'octobre 1954, évoquant "les moyens moraux et pacifiques pour parvenir au but recherché."

- La confusion des lendemains du 1er novembre

Le 1er novembre, bien que la date fut appelée à s'inscrire au calendrier de l'histoire, l'évènement fut discret. Trente attentats disséminés à travers l'Algérie firent sept morts et douze blessés (37). L'action entreprise n'avait aucun des caractères d'un soulèvement spontané, comme ce sera le cas une année plus tard, le 20 août 1955. Cependant, la répartition d'attentats d'ouest en est (depuis Tlemcen jusqu'aux Aurès-Nementchas), leur simultanéité, la déclaration qui les accompagnait et fut reprise le soir à "La Voix des Arabes", inquiéta le gouvernement français déjà sensibilisé par Dien-Bien-Phu, les difficultés de la Tunisie et du Maroc. Le caractère limité des actions était d'ailleurs voulu par les auteurs de l'initiative. D'emblée le CRUA transformé en FLN, se définissait comme un groupe absolu quant à ses buts et qui ne reconnaissait d'autres lois que celles de son propre succès. La solution la plus violente aussitôt mise en oeuvre devait créer, selon lui, nécessairement une situation nouvelle sur laquelle les tenants d'une conduite jugée plus modérée n'aurait qu'à s'aligner. L'essentiel de cette conception tenait en une phrase: "Allumer la mèche". Mourad Didouche l'exprimait le mieux: "Il faut que nous donnions le départ, que l'on sache que notre pays n'est plus amorphe, qu'il bouge. Les premières actions ne seront pas grand chose, il ne faut pas se faire d'illusion, nous démarrons avec trop peu de moyens, mais elles doivent avoir une grande importance psychologique. Il faut que les Français se disent: ils ont osé! C'est cela l'important. Il faut allumer la mèche".(38)

Dès les premiers coups de feu, la tendance centraliste vola en éclats, disparut politiquement. Le PCF expliqua le 8 novembre qu'il ne saurait "approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux". Les communistes algériens emboîtèrent le pas du PCF et condamnèrent l'insurrection. Les religieux algériens, les Oulemas, se réfugièrent prudemment dans l'expectative et on pouvait lire dans leur journal El Bassair, du 5 novembre: "Nous ne pouvons pas faire le moindre commentaire sur ces événements jusqu'à ce que nous apparaisse la vérité". Enfin, le parti de F. ABBAS, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (U.D.M.A) se borna à demander "au gouvernement de la République de promouvoir rapidement des réformes constitutionnelles conformes aux aspirations du peuple d'Algérie et aux promesses de la Constitution

française..."

Dans une situation où toutes les formations algériennes se taisaient ou désapprouvaient, quelle allait être l'attitude du MTLD ? Si elle devait s'amplifier et se poursuivre, la révolte ne pouvait s'appuyer que sur la grosse masse des militants du MTLD, au nombre de 20 000, et qui avaient rejoint dans leur grande majorité Messali dans le cours de l'été 1954. Plusieurs éléments incitèrent les militants à considérer que c'était Messali qui était à l'origine de ce soulèvement. D'abord l'attitude de la presse et principalement celle d'Algérie. A titre d'exemple, on pouvait lire dans le Journal d'Alger, le 2 novembre "Dans la nuit de dimanche à lundi, le dispositif mis en place depuis 3 mois par l'aile extrémiste du P.P.A entrainé en action. On en connaît les résultats : trente attentats, cinq morts, des millions de dégâts, un climat de crainte et de haine qui renaît. Le moment est donc venu d'ouvrir le dossier MTLD-PPA". Le Journal d'Alger ouvrait donc "le dossier secret du PPA" et le 5 novembre, le titre ne laissait plus planer aucun doute : "Messali HADJ, dictateur vieillissant, veut une fin de règne sanglante pour maintenir intact son prestige auprès des troupes ouvrières du Parti".

Et le 6 novembre 1954, le même journal annonçait fièrement à ses lecteurs que "C'est en juin que Messali a décidé le passage à l'action directe", en faisant référence au document que Messali rédigea à Niort ce mois là, pour le Congrès d'Hornu. Le 8 novembre 1954, le Journal d'Alger titrait en gros : "195 meneurs du PPA sont arrêtés". Le chiffre était nettement minimisé. Plusieurs milliers de militants du MTLD étaient arrêtés dans la première semaine de novembre. Et c'est ce qui allait constituer le deuxième élément d'appréciation des militants. Dès le 3 novembre, le Bureau Politique du MTLD publia une déclaration, reproduite dans Alger Républicain du 4 novembre. "Des événements semblables à ceux de Tunisie et du Maroc viennent de se produire en Algérie. Immédiatement la police s'attaque au Mouvement National Algérien. Le siège central du MTLD, 2 places de Chartres à Alger, est encerclé et perquisitionné. Moulay Merbah, secrétaire général du Parti, est conduit manu militari à la préfecture. Depuis on est sans nouvelle de lui ni des autres militants arbitrairement arrêtés (...) Nul n'ignore que les causes profondes résident d'une part dans la méconnaissance obstinée des réalités que pose le même problème, aussi bien en Algérie qu'au Maroc et en Tunisie, et d'autre part dans la politique de force et de répression, opposée brutalement aux aspirations légitimes du peuple nord-africain. C'est ce que le MTLD n'a jamais cessé de répéter, conscient

qu'il traduit ainsi fidèlement les sentiments profonds du peuple algérien. Et c'est pour avoir toujours clamé hautement cette vérité qu'il se heurte constamment à l'hostilité systématique du colonialisme oppresseur, condamné par la conscience universelle ".Le MTLD ne condamnait donc pas le 1er Novembre. Sa dissolution, décidée par le Conseil des Ministres du 4 novembre, entraîna la rafle de plusieurs centaines de responsables et militants, dans la nuit du 4 au 5 novembre 1954.

Ceux qui n'étaient pas arrêtés n'avaient pas le choix: entrer dans la clandestinité ou gagner le maquis.

La dissolution du MTLD attira la réflexion suivante de BEN BELLA : "Nous n'ignorions pas, en effet, qu'en cas "de coup dur", le gouvernement français ne manquerait pas de dissoudre le MTLD et d'emprisonner ses responsables. Ce qu'il fit à notre indicible soulagement. Il nous débarrassait ainsi de politicards qu'il prenait pour nos complices et qui, en réalité, gênaient terriblement notre action par la confusion qu'ils entretenaient dans l'esprit des masses". (39)

Un dernier indice, propre à entraîner l'appui actif ou pour le moins tacite de la grosse majorité des militants, résidait dans l'attitude de Messali lui-même. Apprenant les événements du 1er novembre, il devait déclarer à son entourage dès le 2 novembre : "L'heure n'est plus aux paroles. Il faut nourrir, nourrir la révolution qui s'ouvre". (40)

Cependant, Messali ne parla publiquement que le 8 novembre 1954. Ce délai d'une semaine ne s'explique pas seulement par l'aggravation de ses conditions de surveillance (il lui était désormais interdit de sortir de son domicile et de recevoir des visiteurs) (41), mais il désirait certainement prendre du recul pour pouvoir apprécier la situation nouvelle ainsi créée.

Deux solutions s'offraient à lui : il pouvait soit désavouer l'action du 1er novembre, soit au contraire s'évader de France, rejoindre le Caire pour mener une action commune avec BEN BELLA et KHIDER, comme les hommes du CRUA le lui avaient proposé (42). Il opta pour une troisième solution. Refusant d'aliéner sa liberté d'action et celle du MTLD en ce qui concernait la marche extérieure de l'insurrection, il ne désavoua pas l'action du 1er novembre et la considéra comme un épisode, somme toute logique, de la lutte du peuple algérien et de son parti. Tel fut le sens de la déclaration de Messali à l'A.F.P le 8 novembre : "Dès l'annonce des événements survenus en Algérie dans

la nuit du 31 au 1er novembre 1954, la surveillance exercée autour de ma personne est gravement renforcée (...) Nous l'avons dit en d'autres temps et nous le répétons aujourd'hui. C'est en mettant fin à ce régime, en faisant droit aux aspirations de notre peuple qu'on mettra fin à ces explosions qui ne sont, en vérité, que des actes de désespoir. C'est là qu'est le remède" (43).

Contrairement aux autres mouvements, les messalistes laissent donc entendre qu'ils étaient partie prenante de l'insurrection. Leur ligne de conduite ne varia pas : le 1er novembre était essentiellement une manifestation du combat livré depuis plusieurs années. A la fin décembre 1954, après la déclaration de constitution de la nouvelle organisation, le MNA, Messali reprit cette argumentation : "Le prolétariat parisien doit savoir qu'avant le 1er novembre, l'Algérie, comme l'Afrique du Nord toute entière, était soumise à un véritable régime de camp de concentration (...) Voilà trente ans que nous dénonçons cette situation." (44)

En agissant de la sorte, Messali pensait qu'il était toujours possible de réintégrer les partisans du 1er novembre dans la continuité du combat livré par le nationalisme algérien depuis sa création. Ainsi espérait-il retrouver la position médiane, d'arbitre dans un conflit en cours à l'intérieur de l'organisation. Cette position qu'il affectionnait, il la décrit dans ses Mémoires, rédigés à la fin de sa vie :

"En 1937, à Lyon, les mécontents trouvaient que la marche de la propagande n'allait pas assez vite. En réalité, il y avait une certaine jalousie qui jetait dirigeants et militants les uns contre les autres. Ce sont des choses qui arrivent dans tous les partis et les mieux organisés. Mon rôle, en la circonstance était celui d'un arbitre et par conséquent celui d'un homme de bons offices". (45)

Dans les rangs messalistes, pour les dirigeants, l'initiative prise le 1er novembre continuait pourtant de susciter réflexion, méfiance et suspicion. Sitôt le premier moment de surprise passé (les militants du MTLD étaient occupés à mener campagne pour les sinistrés du tremblement de terre d'Orléansville), les arrestations, le passage dans la clandestinité, les dirigeants s'interrogeaient. Y avait-il eu complot, volonté de "torpillage" des décisions prises à Hornu? J.C. DUCHEMIN, dans son Histoire du FLN, résume l'hypothèse du MNA sur les événements du 1er novembre (p. 60) : "Elle peut se résumer à ceci : les

dirigeants du CRUA ont commis des exactions un peu partout en Algérie en donnant des ordres au nom de Messali HADJ. Ils espéraient ainsi faire arrêter les dirigeants du MTLD et ils y ont réussi. Puis, ils sont retournés chez eux ou sont partis à l'étranger avec l'intention de substituer leur mouvement réformiste au MTLD dissout. Mais celui-ci, au lieu de laisser s'éteindre le feu, lance dès le 2 novembre ses hommes dans la bataille et depuis, ils y sont. Quant au CRUA, il disparaît fin 1954 et il essaie vainement de ressusciter sous le nom de FLN. En somme, d'après Messali, le FLN n'aurait duré qu'un jour, le 1er novembre, et depuis (il a fondé le MNA le 5 novembre), tout ce qui se serait passé en Algérie serait le fait de ses partisans".

Nous ne pouvons attribuer ce schéma simpliste à Messali lui-même, car dès le 2 novembre, comme nous l'avons vu, il avait saisi le changement de situation et il s'orienta brusquement vers la lutte armée. Il est, d'autre part, inconcevable de parler de "complot" à propos du 1er novembre, au risque de sombrer dans une conception policière de l'histoire. L'impasse politique, économique était totale en Algérie. Dans ces conditions le 1er novembre a effectivement servi d'élément contingent dans lequel se sont engouffrées d'abord la masse des militants mis en disposition depuis le Congrès d'Hornu, puis plus tard la population algérienne dans une guerre qui devait durer huit ans. Mais avec le recul, plusieurs éléments doivent être pris en compte. Incontestablement Le Caire a joué un rôle moteur quant au déroulement de l'opération du 1er Novembre. La délégation MTLD au Caire était entièrement passée sous la coupe du CRUA. C'est de la capitale égyptienne que part le premier message du FLN, le 1er novembre à 18 h par l'intermédiaire de "La Voix des Arabes". Dans leur livre paru en décembre 1955, L'Algérie hors-la-loi, Francis et Colette JEANSON, très favorables au point de vue FLN (46), donnent une version qu'aucun homme politique engagé dans le conflit ne démentira : "le déclenchement du 1er novembre serait dû à une manoeuvre des USA par l'intermédiaire de la Ligue Arabe, laquelle aurait assuré le CRUA "Front de Libération Nationale" (FLN) de son appui total, l'incitant de la sorte à engager la lutte beaucoup plus tôt qu'il n'était prévu et sans avoir pu obtenir l'appui des centralistes. Le sens de la manoeuvre U.S était de créer au gouvernement MENDES-FRANCE, une difficulté dont il devait payer la disparition par la signature des accords sur l'Allemagne!"

Cette hypothèse conserve un sérieux crédit si l'on fait un bref examen des relations internationales à ce moment. Lorsque s'ouvre la Conférence de Genève en juillet 1954, à la suite de la défaite subie par la France au Vietnam, la préoccu-

tion dominante des U.S.A est celle de la recherche de la stabilisation des conflits en cours. Décomposition de l'Empire Français (Maghreb et Indochine), soulèvement de Berlin-Est (1953); les U.S.A tentent par conséquent de maintenir le statu-quo établi au lendemain de la deuxième guerre mondiale, à Yalta puis à Potsdam. Ce souci de stabilisation se marque notamment dans les négociations d'Août 1954 à propos de la Communauté Européenne de Défense (C.E.D), visant à intégrer l'armée française dans le cadre de la politique militaire américaine en Europe.

Le Gouvernement de Pierre MENDES-FRANCE rejeta le projet d'aide à la C.E.D. en août 1954, ce qui fera dire à Daniel MAYER : "Sans l'isolement diplomatique où se trouvait la France, par la faute de MENDES, les nationalistes algériens n'auraient pas osé lancer le mot d'ordre d'insurrection. Après la double perte de notre prestige que venait de subir notre pays, défaite de Dien-Bien-Phu et désaveu de nos alliés pour notre politique anti-européenne, le CRUA a jugé le moment opportun pour soulever l'Algérie". (47)

Sur la levée en masse effectuée au nom de Messali, plusieurs faits méritent d'être relevés. Le nom même de Messali restait très populaire dans les masses musulmanes. Dans un rapport adressé au préfet du département d'Alger, le sous-préfet de Tizi-Ouzou en février 1955 décrivait l'état d'esprit des populations et notait : "Trois mois ont à peine passé et leur vocabulaire n'est plus le même. L'excuse est sur les lèvres pour absoudre ces maquisards (...) que dire des enfants de nos écoles dont nous sentons la 2ème génération sensibilisée aux paroles de haine qu'elle entend autour d'elle et qui manifeste son éveil en illustrant les convictions familiales tantôt en maladroitement images de Messali, dessinées sur leur cahier d'écolier (mon rapport du 21 janvier 1955), tantôt en question d'un élève demandant au maître où se trouve, sur la planche des pavillons du Petit Larousse, le drapeau de l'Algérie..."

Le rapport du sous-préfet mentionnait également l'existence de la revue du MNA, La voix du Peuple, où l'on pouvait lire à la fois des nouvelles des "combattants" (preuve pour les messalistes d'une liaison du MNA avec les maquis), des appels à la résistance et des constants rappels de la position de Messali "sur la souveraineté du peuple algérien". Le Sous-Préfet insistait sur le rôle joué par la revue, "La voix du Peuple, organe clandestin du Mouvement National Algérien (dont le n° 3 du 1er janvier 1955 circule sous le manteau) en passant par de multiples publica-

tions dont notre époque foisonne, sème avec une obstination farouche les paroles de haine et les utopies qui excitent les esprits."

En ce début d'insurrection, le nom de Messali restait populaire, et le MNA demeurait majoritaire dans le Sud, en Oranie, dans toute la ville d'Alger, véritable fief messaliste (48), en Kabylie, dans la région de Bouira et la vallée de la Soummam. Cette implantation recoupait géographiquement les zones qui avaient suivi Messali au moment du Congrès d'Hornu. Seuls pratiquement les Aurès semblaient échapper aux messalistes, encore que la position du principal responsable de région, BEN BOULAIID, restait incertaine. Il continuait de se réclamer du programme du MNA : la Constituante Souveraine (49). Dans ces conditions, il était donc normal de retrouver les militants messalistes dans les maquis. Au cours d'une réunion tenue fin novembre 1954 et qui regroupait entre autres J. CHEVALLIER, Secrétaire d'Etat à la guerre et R. MAYER, le général SPILLMANN (Général en chef du Constantinois) insista sur la présence des militants MTLD comme formant l'élément de base des maquis de la Grande Kabylie : "Les maquis, disait-il, qui s'étaient manifestés les premiers jours de novembre en Grande Kabylie, aux environs d'Alger, dans le Dahra et dans la région de Turgot, ont été très éprouvés par les opérations de police entreprises contre eux. Avec l'aide des militants messalistes, ils se reprennent progressivement en intensifiant leur recrutement" (50). La "levée en masse" fut-elle faite au nom de Messali ? Le cas de IMERZOUKINE, Président de Djemaa de douar en Kabylie est significatif. Arrêté au lendemain du 1er novembre pour activités terroristes avec une vingtaine de ses hommes, il fut condamné à mort. Lors de son procès, il déclara que "c'était Messali qui avait donné l'ordre" (51). Mohamed HARBI rapporte quant à lui cette anecdote : en 1955, un chef de groupe de Kabylie, GUETCHOULI, raconte qu'il eut des sueurs froides quand, au cours d'une réunion, il entendit un réquisitoire contre Messali alors qu'il croyait se battre sous la direction d'hommes qui se réclamaient de lui. Et pour la région du Constantinois, Harbi relève le fait suivant dans son livre, Aux origines du FLN (p. 181 : "Les messalistes Cherif ZADI, ZIGUET et SELLAMI, dès le début, rejoindront ZIGHOUT Youssef. Les premiers attentats à Constantine ont été commis par eux. Ils deviendront très vite des responsables à un haut niveau et éclipsèrent auprès de ZIGHOUT, BEN TOBAL et BENAOUA. Accusés de noyauter l'ALN, au profit de Messali, ils seront fusillés".

Il est un fait aussi que de France et de Belgique, des militants messalistes partirent en grand nombre pour rejoindre les maquis. Les services du gouvernement général d'Algérie signalaient "des retours massifs de métropole. Du 1er février au 20

mars 1955, 23 000 hommes seraient ainsi rentrés et la plupart d'entre eux auraient rejoint la rébellion." (52). Chiffres très certainement gonflés. Mais les rapports de la DST pour la région de Tlemcen faisaient état du retour de France de nombreux militants messalistes (53). Incontestablement, la disposition du MTLD pour le passage à la lutte armée avait avantagé les hommes du CRUA pour leur recrutement. Cette préparation, quoique très insuffisante, allait protéger le CRUA, empêcher le gouvernement français (même affaibli militairement et politiquement après Dien Bien Phu (54) de détruire le mouvement nationaliste comme cela s'était produit en mai 1945.

Les hommes du CRUA présents en Algérie, à la différence de ceux du Caire, n'avaient pas encore véritablement conscience d'appartenir à une organisation rivale du MNA. Ils n'étaient pas, tous du moins, anti-messalistes. Cela suffit-il à prendre au sérieux l'hypothèse : "le FLN n'a duré qu'un seul jour" ? Nous ne le pensons pas. La popularité du nom de Messali, la montée des militants aux maquis, la permanence de l'implantation du MNA, l'incertitude des dirigeants du jeune FLN : tous ces éléments, certes, existaient et les messalistes se prirent à espérer que tout continuerait comme par le passé. Une nouvelle répartition des tâches eut lieu au niveau du noyau central du MNA, après les arrestations de tous les anciens membres du Bureau Politique (FILALI, ABDELLI, MEMCHAOUÏ, MERBAH, etc...). Larbi OULEBSIR fut chargé des relations avec la Kabylie puis de l'achat des armes au Maroc, OUALANE des relations avec Paris, ZITOUNI de la trésorerie et Mustapha BEN MOHAMED de l'action armée. Un embryon d'armée se constitua même sous la direction de Mohamed BELLOUNIS dont on reparlera plus tard. Le MNA s'imaginait avoir surmonté les dégâts causés par les centralistes, puis le handicap du 1er novembre. Etant majoritaire, il pouvait aller vite dans la construction de nouveaux maquis sous sa direction politique, mettre en place une infrastructure solide dans les villes et les campagnes. Il temporisa et refusa d'établir une nette différenciation avec le FLN. L'objectif, non avoué et pourtant mis en pratique dans les faits, restait de récupérer le FLN. Plusieurs réunions, prises de contact eurent lieu au sommet à Alger ou au Caire, tandis qu'à la base plusieurs milliers de militants des deux organisations travaillaient ensemble. Les messalistes pensaient faire preuve d'habileté politique car le temps gagné leur permettait, pensaient-ils, de se réorganiser. Le FLN, lui, mit à profit les semaines suivant le 1er novembre et profita à plein de la dissolution du MTLD : mise en place des structures d'accueil dans les maquis pour intercepter la masse de militants messalistes désorientés; prise de possession des stocks d'armes hérités de l'organisation para-militaire du MTLD, l'OS ; début de contacts avec les Tunisiens

et les Marocains. Dans l'entreprise de temporisation, le temps joua contre le MNA. On comprend mieux dans ces conditions le jeu joué par KRIM et les tractations multiples qui eurent lieu entre lui et les messalistes.

#### A ALGER - AU CAIRE ET DANS LES MAQUIS, PRISES DE CONTACTS ET TENTATIVES DE CONCILIATION

Dans la nuit du 2 au 3 novembre 1954, KRIM et une trentaine de maquisards commandés par ZAMOUNE Ali quittèrent le P.C d'Ighil Imoula, en direction du massif du Djurdjura. Le nouveau P.C. de Krim fut établi au douar Kouriet. C'est là que le 16 novembre arriva un envoyé de Messali, HADJ Ali (55). Cette première entrevue ne donnera rien. Le chef du maquis kabyle n'avait que peu d'arguments à opposer à l'envoyé messaliste. Les ponts n'étaient pas rompus, loin s'en faut. Lors des vacances de Noël 1954, le MNA décida l'envoi à Krim d'une forte somme d'argent, deux millions d'anciens francs. La somme était considérable, si l'on songe que le salaire d'un permanent du MTLD, à l'époque était de 15 000 F par mois. L'argent avait été transporté par un jeune militant du MNA, de Paris à Alger. Il l'avait consciencieusement cousu dans la doublure de ses vêtements (56).

Trois nouveaux contacts eurent lieu fin janvier 1955 entre KRIM, OULEBSIR, ZITOUNI et MOKHTAR, responsable du MNA. Cela se passa à Notre-Dame d'Afrique, au dessus d'Alger. Cette fois, dépassant le stade de la simple méfiance, Krim avait affiné ses arguments. Il parla d'un ralliement inconditionnel de Messali au FLN où "ses militants trouveraient tout naturellement leur place". Le ton du dernier entretien fut très vif lorsque Krim accusa un messaliste du quartier de Belcourt, à Alger, un certain BENATOU. Il lui reprocha d'avoir livré à la police le 7 novembre, Othman BELOUIZDAD, l'un des membres du commando qui le 1er novembre avait attaqué un dépôt des pétroles MORY (57).

Le stade des invectives et des accusations sans preuve était atteint. Cette ultime entrevue marquait-elle la rupture définitive ? Non, car le 16 février 1955, La Voix du Peuple publia "une lettre du patriote Krim Belkacem". Dans cette lettre, le maquisard kabyle clamait son indignation contre la répression qui touchait les membres de sa famille.

Une année plus tard, dans le numéro 5 de Résistance algérienne, daté d'avril 1956 (58), Krim évoquera cette période de tractations avec les messalistes. Relatant les contacts pris

avec "des amis de l'est et de l'ouest", il ajoutait : "deux facteurs essentiels nous manquaient: les finances et les armes".

"Pour remédier à cette double pénurie", il chercha, explique-t-il, l'appui des "amis de Messali Hadj". Pour lui "la mauvaise volonté de Messali et de Merbay a été responsable des difficultés" ; si tout échoua, c'est que "les messalistes ne voulaient pas de l'action, ils étaient bien plutôt assoiffés de pouvoir". Mais il laissa cependant percer le bout de l'oreille lorsqu'il rapporta que "les représentants de Messali en seraient venus à se demander si la discussion proposée supposait au préalable une reconnaissance du FLN, c'est-à-dire leur assujettissement".

De vieilles querelles ressurgirent aussi à l'occasion des discussions. Le rêve de la "Province Kabyle" dotée d'une langue et d'un hymne national, et la crise que provoqua un tel projet dans bien des esprits. Un peu trop vite peut-être, les envoyés messalistes soupçonnèrent Krim et son adjoint Ouamrane de mettre en oeuvre un plan séparatiste capable de briser l'unité de l'Algérie.

Beaucoup plus simplement, le chef kabyle avait choisi son camp lorsqu'il fut convaincu par ABANE Ramdane . La rencontre eut lieu, une première fois le 26 janvier 1955, à Azouza, village natal d'Abane. Choix politique des alliances, structuration du front, forces et moyens à mettre en oeuvre et, après de longues discussions, Abane, futur rédacteur de la plate-forme essentielle du FLN établie au Congrès de la Soummam, décidait de rejoindre la nouvelle organisation. il décida de s'installer à Alger début mars 1955. Qu'il s'agisse d'un embryon d'organisme central reconnu ou d'une permanence ayant le prétexte de faciliter les liaisons de l'extérieur avec les autres maquis, la demeure d'Abane devint un véritable secrétariat politique de la rebellion par lequel toutes les autres régions étaient finalement tenues de passer pour avoir le contact avec la délégation du Caire. Est-ce lui qui confortera Krim dans l'idée de louvoyer, gagner du temps ? Krim en tout cas avait acquis la conviction suivante : tant que la rupture n'était pas intervenue, les messalistes ne constitueraient pas de groupes de combat (59).

Son calcul politique s'appuyait aussi sur ce qui se passait au Caire. La confusion y régnait dans les pourparlers entre dirigeants du MNA et délégation extérieure du FLN. Mezerna, Filali, aidés de Chaddly Mekki (ancien responsable du MTLD au Caire) étaient déjà au Caire le 1er novembre 1954. Une entente y était recherchée

entre eux, Mohammed KHIDER et les centralistes. Il est significatif que le premier communiqué de la délégation algérienne au Caire, en date du 15 novembre 1954, annonçant les revendications politiques du FLN, soit demeuré la seule profession de foi FLN qui se soit recommandée du programme politique établi dans la continuité du MTLD : "La plate-forme avancée par les nationalistes algériens depuis la fin de la dernière guerre a rallié l'unanimité des Algériens. Elle est celle qui répond le mieux aux principes démocratiques pour lesquels le peuple algérien a vaillamment combattu dans les rangs alliés. L'Assemblée algérienne constituante et souveraine, sans distinction de race ni de religion permettrait la création d'un interlocuteur réellement représentatif pour la définition, sur un plan d'égalité, des rapports avec la France. Cela suppose la création préalable d'un climat de détente par la libération de tous les détenus politiques, la cessation de la répression et des poursuites avec des garanties quant au respect des libertés démocratiques fondamentales" (60).

Toutes les déclarations ultérieures du FLN ne parleront plus de Constituante et revendiqueront l'indépendance sous l'égide du seul FLN. FILALI quitta Le Caire pour aller diriger la Fédération de France du MNA. MEZERNA et MEKKI y demeurèrent. Une première tentative d'unité d'action fut annoncée par un communiqué daté du Caire le 11 janvier 1955. Il était indiqué qu'un "Comité représentant le Front de Libération National Algérien s'est constitué au Caire" composé d'Ahmed MEZERNA, Mohamed KHIDER et Hocine LAHOUEL. Quelques temps après la publication de ce premier communiqué, signé à titre personnel par les trois hommes, une autre formule d'unification fut recherchée par les nationalistes algériens présents au Caire. Il s'agissait cette fois d'une union de toutes les organisations algériennes et plus simplement un accord entre les composantes de l'ex MTLD : MNA - CRUA - CENTRALISTE. Ce fut MEZERNA qui demanda le rajout d'une phrase spécifiant que le Front serait élargi à tous les mouvements nationaux.

Selon Daniel GUERIN, les dirigeants de l'ex-CRUA, BEN BELLA et KHIDER, se seraient montrés très réticents à l'élargissement du Front (61). Messali, non tenu au courant des intrigues en cours, désavouera plus tard MEZERNA. Sous l'impulsion de Fethi DIB, un des responsables du service de renseignements égyptiens, le Front était élargi. Et ce fut ainsi que naquit un "Comité des Dix" dans lequel, en plus des éléments déjà groupés dans le Front, entrèrent des éléments bourgeois et religieux tels que le Cheikh BRAHIMI, représentant l'Association des Oul emas et BAYOUD, représentant l'UDMA de F. ABBAS. Par la suite, le Cheikh BRAHIMI et l'UDMA

se séparèrent de KHIDER. Les Oulémas et l'UDMA se rallieront au FLN, cette fois officiellement, quelques mois après.

En acceptant que le rassemblement national prenne l'appellation d'une organisation déjà existante depuis 1954 et qui groupait des tendances traditionnellement hostiles au messalisme, MEZERNA prit le risque de désorienter les militants du MNA. La circulaire que KHIDER et LAHOUEL envoyèrent au sujet de la formation du "Comité des Dix" aux militants de toutes les tendances du MTLD, laissa croire au ralliement du MNA au FLN. Les pourparlers d'Alger et du Caire ne firent qu'accroître la confusion. Assurément le militant nationaliste de base devait se donner beaucoup de mal pour démêler l'écheveau des rapports triangulaires entre toutes les parties prenantes (messalistes, CRUA, centralistes) et de décompter les querelles, à ses yeux byzantines, dans la période qui précédait et qui suivait immédiatement l'insurrection du 1er novembre 1954.

La confusion était à son comble dans le maquis. Toutes les tendances sans se concerter, avaient de fait accepté, comme unique structure militaire, l'A.L.N (Armée de Libération Nationale). Pour les responsables du MNA, il n'y avait pas lieu de marquer une discontinuité dans le mouvement national algérien par l'adoption d'une nouvelle étiquette. Une grande partie des militants messalistes avaient décidé par eux-mêmes le recours aux armes sitôt connues les opérations du 1er Novembre. Dans certaines régions d'Algérie, en particulier les Aurès et la Kabylie, des groupes armés se formèrent indépendamment des directions existantes. Elles furent "prises en charge" ultérieurement. Animés tout simplement d'une volonté nationale, les uns connaissaient le FLN, les autres, beaucoup plus nombreux, se réclamaient de Messali. Au 1er Novembre 1954, les tracts avaient bien fait le distinguo entre le FLN, organisme politique du mouvement et l'A.L.N, organisme de type militaire. Mais en fait, dans les Aurès, par exemple, tout le côté politique avait tenu à l'autorité de CHIHANI Bachir, second de BEN BOULAID. Les chefs de zone aurési n'avaient pas ressenti l'utilité de ce distinguo. Il leur semblait suffisant de proclamer la révolution ouverte, d'entraîner les militants et tout leur semblait être dit. En Kabylie plus spécialement dans la région de Bouira, les militants combattirent sous le titre d'Armée de Libération Nationale, ce qui tendait à créer l'équivoque d'une ALN commune au FLN et au MNA (62). La réaction du FLN ne fut pas immédiate ni tout de suite cohérente. Il y eut notamment à Alger des accords entre cadres intermédiaires des deux organisations. Quelques armes furent achetées en commun. L'on vit même un homme du CRUA, BOUNILA Tahar, après avoir effectué sa mission de sabotage à Boufarik, remettre à un responsable messaliste d'Alger, la totalité des armes dont il disposait (61).

Jusqu'en 1956, le MNA resta accroché à cette notion de structure militaire commune. A la question : "les dirigeants du MNA reconnaissent-ils l'autorité de l'Armée de Libération Nationale ?", un porte-parole de Messali répondait à un journaliste de France-Observateur : "L'Armée de Libération Nationale est l'expression militaire de toute la résistance algérienne" (64). Un commissaire politique du MNA, membre de l'ALN, justifia comment pouvait fonctionner un tel cadre de co-existence entre les deux organisations : "L'ALN s'est petit à petit implantée sur tout le territoire algérien. Chaque zone de maquis est commandée par un chef (...) Le commandant militaire de chaque zone est autonome. Mais il existe un Etat-major de liaison qui transmet des instructions aux différents maquis. Pour les décisions importantes, les chefs des différentes zones se réunissent. Ces réunions sont toujours restreintes en raison des difficultés (...) Dans les maquis dont les chefs sont hostiles au MNA, les combattants sont fidèles à Messali Hadj" (65). Amar OUZEGANE, ancien secrétaire général du PCA, rallié au Front, admit, dans un livre ultérieur, qu'"à l'époque, une extrême confusion régnait au sein d'une importante fraction de l'opinion publique. On ne distinguait pas très bien entre le FLN et le MNA qui se réclamaient tous deux de l'ALN (...)"

Une âpre compétition s'engageait donc pour gagner l'audience des masses et prouver sa filiation organique avec les Moudjahidine, les combattants en uniforme. De l'aveu même d'OUZEGANE, farouche partisan de "l'élimination radicale du MNA" selon ses propres termes, le MNA était "jusqu'alors majoritaire". Il eut été "intempestif" d'afficher la primauté du FLN sur l'ALN. Après bien des combats meurtriers, Ouzegane explique, "tout sera remis en ordre. Le slogan fonctionnel désignant le FLN comme "porte-parole authentique de l'ALN" sera remplacé définitivement par le mot d'ordre fondamental proclamant "le FLN porte-parole authentique et exclusif du peuple algérien"(66). KRIM, OUAMRANE, ABANE hésitent encore quelques mois "à liquider en masse des hommes qui- s'ils étaient du MNA- ne s'en déclaraient pas moins eux aussi membres de l'ALN" (67).

Mais même au plus fort des combats entre les deux organisations, durant l'été et l'automne 1955, les messalistes restèrent convaincus de la justesse de leur orientation. On pouvait lire dans un tract du MNA, distribué en région parisienne, au moment de la célébration du premier anniversaire de Novembre 1954 : "Il y a aujourd'hui un an la révolution algérienne éclatait. La rapidité et l'efficacité déployées par les combattants de la libération per-

mettaient en quelques heures de faire des monts de l'Aurès et des chaînes du Djurdjura des bastions de résistance (...) Le mouvement insurrectionnel s'amplifia avec la coordination de l'Etat-Major de l'Armée de Libération Nationale qui infligeait des pertes sévères à l'armée française (...) En ce premier anniversaire de résurrection, il te faut démontrer davantage encore ta volonté de vivre libre par ton soutien moral et matériel au MNA et à l'ALN".

Plutôt que d'asseoir leur propre autorité politique dans les maquis, les messalistes s'efforcèrent de rallier les dirigeants du CRUA. Ce fut en particulier le cas pour KRIM, comme nous l'avons vu, mais aussi de BEN BOULAID. Seul, le MNA mena campagne pour sa libération. Les déclarations que BEN BOULAID fit à son procès le 21 juin 1955, leur laissa l'espoir que ce dernier pouvait les rejoindre. BEN BOULAID se réclama de la continuité du MTLD et se prononça pour la Constituante Algérienne qui figurait en bonne place dans le programme du MNA : "Je suis militant du MTLD depuis 1946, mais non un dirigeant (...) Je ne suis pas un criminel, je ne suis pas un assassin. Je ne suis pas anti-français mais anti-colonialiste. J'ai pris la décision de me rendre en Egypte et j'ai été arrêté en Tunisie (...) Je suis membre du MTLD qui veut édifier une République algérienne par une Assemblée constituante où tous les Algériens pourront vivre sans distinction de race ni de religion"(68).

Ce que le MNA n'avait pas réussi avec KRIM, était-il en train de se réaliser avec BEN BOULAID, l'un des "historiques" du 1er novembre ? Rien ne permet d'affirmer de façon catégorique le retour du chef des Aurès à son origine messaliste. La lettre qu'il transmit à Messali par l'intermédiaire de son avocat, Maître STIBBE aurait pu nous éclairer sur la nature de ses intentions. Malheureusement cette lettre a été égarée par l'avocat et n'est jamais parvenue à son destinataire Messali (69).

Le MNA, pour sa part, n'hésitera pas à revendiquer cette appartenance: "Mustapha BEN BOULAID, grand dirigeant du MNA, ex-commandant en chef de l'ALN, plusieurs fois condamné à mort par les tribunaux français, arraché de prison par les troupes du MNA, a été lâchement assassiné le 27 mars 1956 par les émissaires du FLN qui ont tué en outre plusieurs autres chefs de maquis." (70) Les circonstances de la mort de BEN BOULAID font encore l'objet de controverses (71).

Pendant près de six mois, de novembre 1954 à mai 1955, le

MNA ne chercha pas à établir une nette différenciation avec le FLN. Il continuait à se poser en "porte-parole de la quasi-totalité du peuple" comme en témoigne la lettre que la direction du MNA adressa en février 1955 aux députés à la veille d'un débat portant sur l'Algérie (72). Les dirigeants du FLN pour leur part étaient très clairs dans leur refus de suivre Messali. A Alger, au Caire et dans les maquis, ils louvoyaient pour gagner du temps, tout en espérant renforcer leur position. Le contentieux de la scission du MTLD, contrairement à ce que pensaient les messalistes, n'était toujours pas réglé. Ce contentieux, le reclassement progressif des différentes tendances du nationalisme algérien, orientaient les deux organisations peu à peu vers une lutte ouverte.

### PREMIERES RUPTURES

#### PREMIERS AFFRONTEMENTS

A la fin du mois de mars 1955, une réunion se tint à Alger entre les directions du FLN et du MNA pour, une ultime fois, tenter de concilier les points de vue des deux organisations. Y participèrent pour le FLN, KRIM BELKACEM, ABANE RAMDANE et BITAT; pour le MNA, ZITOUNI, OUALANE et MUSTAPHA BEN MOHAMED. il n'y avait pas d'ordre du jour. La discussion s'engagea. Krim se taisait, Abane parlait, BITAT approuvait. Un des participants de cette réunion, messaliste, relate la discussion :

" Pour Abane, l'aide de l'Egypte et des Etats Arabes est indispensable pour le moment. On se dégagera à temps de Nasser. De même, sur le plan politique, il faut utiliser les bourgeois pour leur argent et la couverture politique qu'ils offrent. Sur le plan de l'organisation militaire, l'ALN doit être subordonnée à un pouvoir politique, mais qui ne peut être celui du MNA de Messali. Les militants du MNA doivent se rallier au FLN à titre individuel, car seul le FLN est le parti qui peut rassembler toutes les couches du peuple algérien. Sur le plan des méthodes de lutte, il faut généraliser la violence dans toute l'Algérie, villes et campagnes.

Le MNA est d'accord sur les critiques faites à propos de Nasser et des pays arabes, mais il regrette dans l'immédiat l'alliance avec des fractions de la bourgeoisie musulmane. Il est contre la violence dans les villes. Par ailleurs, il est nécessaire qu'il n'existe qu'une seule A.L.N sous commandement unifié ; on ne peut considérer que le FLN soit le seul parti du peuple. Ce sera au peuple de décider qui le représentera à l'Assemblée Constituante" (73).

Cette réunion informelle, où chacun défendait son point de vue âprement, mais dans une grande liberté de discussion, fut la dernière du genre. Les "négociations" ultérieures se tiendront dans un climat tendu, chacun accusant l'autre de dénonciations, d'assassinats... Début avril 1955, un tract du FLN, le premier du genre depuis la proclamation de novembre, circula dans Alger, rédigé par Abane : "Nous te mettons en garde contre ceux qui maintiennent la confusion. Nous dénoncerons tous ceux qui ont recours au mensonge et à la calomnie pour te dérouter de la véritable voie. Le tribunal de l'ALN sera impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie (...) Algériens ! Venez en masse renforcer les rangs du FLN". (74)

Le 12 avril, dans une lettre envoyée au Caire, Abane adopta un ton plus explicite, plus catégorique : "Nous sommes résolus à abattre tous les chefs messalistes" (75). La guerre des tracts annonçait l'épreuve de force qui allait se dérouler sur tous les théâtres, en Algérie, en France, dans le monde. Le 26 mai 1955, TERBOUCHE, un membre du FLN était arrêté. Les policiers apprirent à cette occasion que le 23 mai, au cours d'une réunion tenue à l'hôtel Couronne à Zurich, Mohamed BOUDIAF, Ali MASHAS et Yacef SAADI avaient décidé de renforcer les commandos anti-messalistes du FLN et avaient communiqué à la direction du Front, un projet visant à liquider physiquement les principaux responsables du MNA, à commencer par Messali. Albert-Paul LENTIN qui rapporte ce projet d'assassinat sur la personne de Messali (76), signale dans le même article que le MNA fit à son tour condamner à mort, par un "tribunal" présidé par FILALI, divers responsables FLN (77). L'assassinat le 1er juin de SAIFI, vieux militant PPA dont l'hôtel-restaurant de la rue Au Maire dans le 3ème arrondissement de Paris abritait les illégaux, précipita l'affrontement.

Dès l'été 1955, le combat militaire entre les deux organisations commença, essentiellement circonscrit à la Kabylie. Les maquis messalistes étaient installés à Guen Zet, dans l'est de la Kabylie. Cinq cents hommes en uniformes, sous les ordres de BELLOUNIS (ancien conseiller municipal MTLD de Bordj-Menaiel) étaient installés sur les contreforts du Djurdjura, dans la vallée de la Soumamm, non loin de l'endroit où cette vallée débouche sur le grand axe routier Alger-Constantine, au douar Er-Rich, près de Bouira. Dans la bataille qui commençait, tous les moyens furent utilisés. D'abord le piège et la parole trahie.

Dans le courant du mois de juin 1955, Krim fit venir

à son P.C l'un de ses adjoints Slimane DEHILES, alias Si SADDEK, un ancien colporteur qui, dès novembre 1954 avait quitté l'est de la France pour rejoindre les rangs du FLN. Krim lui ordonna d'aller attaquer avec un commando de 25 hommes, le groupe messaliste de SI RABAH qui opérait dans la région de Bouira-Les Ouacifs. Les hommes du commando, qui se firent passer pour des combattants du MNA, retrouvèrent bientôt la trace de Si Rabah dans la montagne. Le chef messaliste et sa petite troupe de 34 hommes dormaient dans une grotte non gardée qu'ils avaient aménagée en cachette. Si SADDEK attaqua à l'aube. Son commando abattit les deux militants qui essayaient de résister à l'entrée puis il mit en joue les autres qui se laissèrent désarmer sans résistance. Si SADDEK parlementa avec le responsable messaliste, Si RABAH, et lui rendit sa liberté. Promesse fut faite par ce dernier de se rallier au FLN (78). Ce genre de tractations ne se renouvela pas. Les dirigeants FLN, voyant le "retournement" de Si RABAH vers le MNA, décidèrent de changer de tactique, comme l'atteste cette péripétie, rapportée par M. HARBI: "El ABAD, responsable du MNA de Marnia est assassiné. Le pourvoyeur d'armes Larbi OULEBSIR, qui appartient à la même organisation, disparaît au Maroc sans laisser de traces"(79).

"Les militants qui prennent la relève, sont invités à Oujda pour discuter de l'union entre FLN et MNA. Ils acceptent la proposition et délèguent EL HASSAR Mustapha, Moulay CHERIF et Massoum BOUMEDIENNE. Partis sans arrière-pensée, ces militants tombent dans un traquenard et y laissent leur vie. Les sections du MNA passent dès lors sous contrôle du FLN qui désigne leurs nouveaux responsables"(80). A cette combinaison du terrorisme et de la ruse utilisés par l'Etat-Major du FLN agissant à partir d'Oudja au Maroc, allait s'ajouter un autre fait. Vers la fin de l'été 1955, Krim reçut un rapport très intéressant du chef de la région d'Azazga. Proposition était faite à un militant de la région d'organiser un contre-maquis pour le compte des services secrets français. Le chef de la zone 111 du FLN avait compris. L'armée française désirait recommencer l'expérience de l'Indochine : guerre psychologique, tentatives d'intoxication, édification de contre-maquis, utilisation d'organisations rivales pour les opposer entre elles. Krim sentit le bénéfice qu'il pouvait tirer de ce genre d'opérations. Il expliqua, à ce propos, son attitude : "Du temps de Jacques SOUSTELLE, en Kabylie, l'un des nôtres avait gagné la confiance du directeur de la Sécurité. Ce fonctionnaire avait imaginé un système assez habile (...) Le gouvernement général fournissant les armes et l'argent. Par l'intermédiaire de ZAIDAT, TAHAR (en principe l'homme de confiance de SOUSTELLE) devait recruter des hommes sûrs auxquels, dans la journée, on recommandait de jouer les opposants

à la France et qui, dans la nuit, devaient revêtir notre propre uniforme, comme nous aux lieux où nous nous trouvions (...) Huit mois plus tard, le 1er octobre 1956, pour l'offensive générale qui suivit le Congrès de la Soummam, ordre fut donné aux 450 hommes de l'organisation de rallier avec armes et bagages l'A.L.N et de détruire au passage une dizaine de postes militaires français. Ainsi, pendant onze mois, c'est M. Jacques SOUSTELLE qui nous a ravitaillés en armes " (81)

Ce que Krim ne dit pas dans son témoignage consacré à cette opération, baptisée "oiseau bleu" par les services français, c'est comment il parvint à donner le change, garder la confiance des militaires pendant de si longs mois. La raison en est simple. L'armement fut essentiellement utilisé à combattre les messalistes. Tout l'été et l'automne 1955, on trouva en Kabylie des cadavres en uniformes de l'A.L.N, abandonnés sur le terrain : c'étaient pour la plupart des messalistes (82). Des haines inexpiables se créèrent au cours de ces mois. Y avait-il collusion entre les maquis messalistes et l'armée française, argument qui permit au FLN de justifier son offensive ? Rien ne permet d'accréditer cette thèse. L'ultime et décisif combat que se livraient les deux "armées" devant les yeux de la troupe française qui avait reçu l'ordre "de laisser les fellaghas rivaux régler leurs comptes entre eux", prouve le contraire (83).

Ce fut par un véritable combat de front, engageant plusieurs centaines d'hommes des deux côtés- 500 sous les ordres de BELLOUNIS du MNA, 700 avec AMIROUCHE du FLN -que se termina la "bataille" de la Kabylie. L'affrontement militaire qui eut lieu à la fin de l'automne 1955 dura 48 heures. AMIROUCHE avait envoyé ses hommes, répartis en petits commandos, prendre position, sans éveiller l'attention, sur les crêtes entourant le vallon où la troupe de BELLOUNIS avait commis la faute stratégique d'établir son campement. Lorsque le responsable du FLN donna l'assaut à la tête de ses partisans, il avait sur BELLOUNIS et son groupe encerclé, le double avantage de la surprise et du terrain. A la fin du combat, le succès d'AMIROUCHE était écrasant. En décrochant les messalistes se replièrent d'abord vers le Djurdjura, puis finalement sur les régions pré-sahariennes ; sur ces territoires où la population était très clairsemée et la surveillance aérienne facile, les groupes MNA furent obligés, pour survivre, de se diluer.

Grosso modo ils opérèrent dans le triangle Aflou-Berrouaghia -Touggourt qui se trouva être aussi à peu près la willaya 6 du FLN, celle qui n'avait jamais existé que sur le papier. Assez

mal armés et relativement peu agissants, ils subsistaient encore au printemps 1957 et allaient être à l'origine de l'affaire dite de Melouza. Vers la fin du conflit, en 1961, Messali, alors dans un isolement politique et organisationnel définitif, revint longuement sur cette première rupture ouverte dans les maquis. Dans son journal, La voix du Peuple, il tenta de justifier la tactique que le MNA avait adopté à l'égard de l'A.L.N. Celle-ci aurait pu rester un cadre commun entre les deux organisations. Pour Messali, l'initiative de la rupture venait du FLN. "Au début de la révolution, tous les combattants de l'ALN étaient des militants du MTLD et des hommes préparés au combat par l'O.S. Ils ne voyaient dans la création du C.R.U.A. puis du F.L.N. qu'une différend politique minime qui ne les touchait pas beaucoup sur le plan militaire. Le début des évènements leur donna raison. En effet pendant plus d'un an, les combattants de l'A.L.N/M.N.A et ceux qui se réclamaient du FLN ne voyaient aucune raison de s'opposer, luttant pour les mêmes raisons et pour les mêmes buts. Nous vîmes souvent à cette époque des combattants des deux parties bivouaquer ensemble et il n'était pas rare que les chefs militaires s'échangeassent des combattants suivant la compétence de ceux-ci dans telle ou telle branche et les besoins des différents groupes. La fin de l'année 1955 changea la face des choses avec l'embrigadement au sein du FLN d'éléments à moralité plus ou moins nette et l'arrivée dans les maquis d'hommes nouveaux, dotés d'une optique révolutionnaire assez spéciale.

Une épuration sanglante, la première, mais qui fut malheureusement suivie de beaucoup d'autres, eut d'abord lieu dans les maquis qui combattaient sous le nom d'A.L.N/F.L.N. Ces maquis, malgré leur appellation, comptaient bon nombre de Djounoud fidèles à Messali Hadj et au MTLD devenu MNA. (Ils en comptent encore pas mal). Tous durent se conformer ou se résigner à mourir de la façon la plus déshonorante, assassinés par leurs propres frères de combat comme traîtres à la Révolution" (84).

Les premiers affrontements meurtriers entre les messalistes et le FLN se déroulèrent exclusivement en Kabylie. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1955 qu'ils s'étendirent à la capitale de l'Algérie où l'influence du MNA demeurait grande. La première "Bataille d'Alger", ce fut les "règlements de compte entre musulmans", véritable prélude à une insécurité complète qui se développa quelques mois plus tard. Dans la phase préparatoire à l'affrontement pour le contrôle de la ville, le FLN mit l'accent sur la conquête du "milieu" algérois de la Casbah. A l'initiative de Yacef SAADI, furent donc recrutés, entre autres : ALI (LA POINTE), CHAIB (LE CORBEAU), MOHAMED (YEUX BLEUS). Lors d'une réunion aux Issers, le

15 octobre, Ouamrane et Krim ordonnèrent aux militants FETTAL, BOUCHAFA et CHAIB le CORBEAU, ce dernier représentant les commandos de Yacef, "d'éliminer les multiples réseaux qui à Alger prétendaient représenter la révolution : en premier lieu le chef MNA, REHANI, bras droit de BELLOUNIS" (85). En prévision d'un combat devenu inévitable, le responsable messaliste FERKOUL Larbi, venu en France, réorganisa les formations d'El FIDAYOUN (branches armées du MNA). Il confia l'un des plus importants secteurs de la Casbah à Mohamed HAMANI, assisté de Hattab LARBI et d'Alem BOUDJEMA (86). Il mit systématiquement les groupes armés en disposition d'affronter le FLN.

Le 10 décembre 1955, BOUCHAFA et FETTAL exécutèrent le responsable du MNA à Alger (s'occupant en particulier des rapports avec les commerçants musulmans de la Casbah), REHANI, entre la rampe Valée et la rue Bencheneb. Dans l'épreuve de force qui s'engageait dans la capitale, le MNA commença par perdre beaucoup de militants, arrêtés par les services de police. L'organisation messaliste attribua l'efficacité policière à des dénonciateurs anonymes venant du FLN. On retrouve cette version dans les documents préparés par les services du gouvernement général en septembre 1956 à l'intention de la délégation française à l'ONU. Si on ne peut se prononcer catégoriquement sur cette accusation, faute d'informations, on peut par contre émettre l'hypothèse que la police coloniale avait intérêt à faire croire aux militants MNA à des dénonciations, pour attiser la rivalité avec le FLN. L'efficacité policière s'expliquait très bien par la masse des informations qu'elle avait collectée pendant la crise du MTLD. Elle disposait entre autres du fichier complet des participants au Congrès d'Hornu, établi pour son usage par la police belge. Concernant par exemple l'arrestation de 49 messalistes dans l'Oranie, en octobre 1955, elle disposait du rapport de MEMCHAOUÏ à Messali sur la situation de l'organisation dans cette région, rapport saisi chez Messali au cours d'une perquisition (87).

Dans la capitale égyptienne, MEZERNA et Chaddy MEKKI à la suite de la constitution du "Comité des dix" se retrouvèrent isolés à tous points de vue : vis à vis du MNA, du FLN, des autorités égyptiennes. Dans une lettre à Aissa ABDELLI, membre du bureau politique du MNA, MEZERNA tenta de plaider sa cause, lorsque fut connue la circulaire où il avait apposé son nom à côté des oulémas et de l'U.D.M.A Il accusa BOUDIAF d'avoir donné volontairement une fausse interprétation à son geste. MEZERNA parla de déloyauté à son égard. Dans une autre lettre datée du 18 mars 1955, il justifia son point de vue en se référant, implicitement, à l'expérience du mouvement des A.M.L (Amis du Manifeste de la Liberté) constitué en 1944 entre les messalistes et les partisans de F. ABBAS : "Si nous avons utilisé la formule de Front, c'est à l'intention des

autres mouvements pour entraîner tout le monde dans cette bataille gigantesque que mène la patrie devant un impérialisme forcené et non pour les militants d'un même mouvement". (88)

MEZERNA se débattait en vain. Les dirigeants du FLN manoeuvrèrent pour faire éclater le "Comité des dix". Ils s'en tinrent à leur exclusivisme à l'égard du MNA. Messali, quant à lui, ne se contenta pas de désavouer Mezerna. Il refusa de prendre la présidence du front nouvellement créé au Caire, que les autorités égyptiennes lui avaient proposée (89). C'était l'impasse qui allait, là aussi, aboutir à la rupture. MEZERNA fit les frais de l'opération. Le 11 juillet 1955 il fut jeté en prison, sur l'ordre de Nasser et sous la pression de la délégation extérieure algérienne, pour n'être libéré qu'en 1960. Libre au Caire, il eut risqué de jouer, dans le Moyen-Orient, le rôle d'un ambassadeur, malgré Messali, aussi actif qu'encombrant. Il partagea sa longue captivité avec Chaddly MEKKI qui avait été l'unique représentant du MTLD auprès de la Ligue Arabe jusqu'en 1952, date où il avait été remplacé par KHIDER et Aït AHMED, car il s'était attiré les foudres du parti pour une histoire d'appartements jugée irrégulière (90). Ecartant les désaccords qu'il avait eus avec MEZERNA, et pour faire face à l'adversité naissante, Messali allait mener une inlassable campagne pour la libération de ces deux militants. Dans un rapport aux cadres du MNA, rédigé en avril 1958, il écrivit : "Le silence sur ces deux martyrs devient de plus en plus grave et inquiétant. Il n'est plus possible d'accepter cette situation car nos militants, l'opinion et notre conscience ne peuvent tolérer cet état de chose. Nous avons des devoirs à l'égard de ces deux détenus dont nous ignorons la situation de façon précise. En conséquence, il faut agir pour crever ce rideau de fer et de silence qui entoure la vie de ces deux détenus" (91)

En France, l'heure n'était pas encore à la guerre ouverte, mais le ton adopté par les tracts du FLN se faisait de plus en plus menaçant. Le 9 octobre 1955, le MNA avait appelé les travailleurs algériens à manifester au travers de toute la France, à la suite de la session de l'ONU du 27 septembre 1955 qui avait inscrit à son ordre du jour la question algérienne. A la veille de cette manifestation, le secrétaire de la Fédération de France du FLN diffusa un tract : "APPEL DU FLN. Algériens, une fois de plus, les Messalistes veulent vous entraîner dans l'aventure. Ils veulent vous entraîner dans la manifestation qu'ils mettent sur pied. Manifestation pour qui ? Pour quoi ? Eux seuls le savent. Mais ce qui est certain, c'est que des patriotes, des militants seront arrêtés puis envoyés en Algérie pour être enfermés dans les sinistres camps

de concentration et tout cela sans profit pour la Cause Nationale ... Les chefs messalistes savent exposer les patriotes à la répression au cours d'une démonstration sans signification (...) Algériens il est inutile de vous faire arrêter demain à Paris". (92)

Quittant progressivement le terrain de l'argument politique, à savoir par exemple l'opportunité d'une manifestation ou d'une grève, le FLN adopta un style différent en novembre 1955, au moment de la célébration du 1er novembre : "Sur l'instigation de Messali et des conseillers trotskystes (93) du MNA, des militants du FLN ont été lâchement attaqués, par derrière, par des Algériens induits en erreur. Nous prenons à témoin le peuple algérien des conséquences graves que pourraient avoir de tels actes. Au moment où les armes à la main, nous combattons le colonialisme, Messali, pour assouvir sa mégalomanie et son égocentrisme, essaie une nouvelle fois de dresser les patriotes algériens les uns contre les autres. Nous tenons à l'aviser que les hommes du Front de Libération ont déjà pris leurs responsabilités face au colonialisme français et qu'ils sont prêts à les prendre face à quiconque entravera la marche du peuple algérien vers sa libération". (94)

Ce tract signifiait-il que le MNA avait, en France, prit l'initiative des hostilités ? Les tracts de l'organisation messaliste, à la même époque, rejetaient ces accusations "méprisables" et tenaient le FLN pour quantité négligeable : "D'aucuns choisissent le moment où la patrie réclame le plus de sacrifices et d'union à ses enfants pour joindre leurs efforts à ceux du colonialisme et tenter de saper l'autorité d'un chef national incontesté et d'un Mouvement National dont les militants tombent chaque jour au champ d'honneur. Laissons leur l'entière responsabilité de leur basse besogne et ne visons avec résolution qu'un seul ennemi l'impérialiste" (95). A la fin du mois de novembre 1955, ABANE RAMDANE, toujours par tract interposé, traita Messali HADJ de "vieillard honteux qui tient le front d'Angoulême (96) à la tête d'une armée de policiers qui assure sa protection contre la colère du peuple". Six mois après les injures et accusations diverses échangées par tracts, les armes remplacèrent les arguments sur le territoire français.

La rupture qui intervint sur tous les terrains d'activité de la résistance algérienne, en France, en Egypte, dans les maquis d'Algérie, se produisit à un moment important : l'entrée directe des masses musulmanes sur la scène algérienne, le 20 août 1955 ; et le ralliement des bourgeois et des religieux algériens au FLN. Dix mois après le 1er novembre 1954, qui avait été essentiellement l'oeuvre de militants agissant comme une avant-garde,

le soulèvement du 20 août dans le Constantinois était le véritable point de départ d'une insurrection entraînant dans son sillage une masse d'hommes considérable. Le 20 août 1955 entraîna d'importants changements sociaux et psychologiques de l'ensemble de la population algérienne et par voie de conséquence fut à l'origine d'une conscience politique très supérieure à ce qu'elle était auparavant. Le désir d'indépendance allait se développer chez les Algériens à mesure qu'ils se familiarisaient avec cette idée et qu'un engagement armé apparaissait comme inévitable.

L'irruption des masses algériennes, les ralliements divers au Front allaient accentuer et rendre compréhensibles les divergences possibles existant entre les deux organisations.

#### LA DIFFERENCIATION DES CHOIX POLITIQUES

Une difficulté réelle surgit dans l'étude des différences politiques pouvant exister entre le FLN et le MNA. Un déséquilibre est évident lorsque l'on examine la production des textes politiques des deux organisations. Pendant la première année de l'insurrection, le MNA disposait d'un journal, La voix du Peuple, qui véhiculait ses idées directrices (97). Il ne cessait d'adresser des "lettres", "appels", "proclamations", aux militants de son mouvement, au peuple algérien, aux autorités françaises... Cela permet, bien évidemment, de mieux cerner sa physionomie politique.

Dans le même temps, les documents fondamentaux par lesquels le FLN a en quelque sorte formulé sa charte initiale étaient au nombre de deux : la Proclamation du 1er novembre 1954, la Plate-forme du Congrès de la Soumamm en date du 20 août 1956, rendue publique le 1er novembre de la même année.

Rédigés à deux ans d'intervalle, les deux documents avaient en commun ce qui était essentiel au FLN : principes de base, objectifs majeurs. Bien qu'adaptée dans des circonstances très particulières, marquées notamment par des rivalités entre dirigeants de "l'intérieur" (Abane-Krim) et de "l'extérieur" (Ben Bella) ; bien qu'échappant au cadre strictement chronologique de la différenciation existant entre les deux organisations lors de la première année de l'insurrection, il nous a paru utile d'intégrer la Plate-forme de la Soumamm pour examiner les motivations du FLN et du MNA.

Alors que la proclamation du 1er novembre, quatre courtes pages en tout, s'adressait au peuple algérien en général, aux militants en particulier, la Plate-forme de 1956 prend la portée et la permanence d'une "doctrine" parce que due essentiellement à deux têtes politiques : Abane et Ouzegane, ancien secrétaire général du PCA. Un écueil toutefois est à éviter si l'on considère le texte de la Soumamm plus important que le précédent. Il peut paraître, à première vue, que les divergences entre les deux mouvements ne vont trouver leur aspect définitif qu'en 1956. Les luttes d'influence n'auraient été, pendant cette période, qu'une simple volonté pour la conquête de l'hégémonie dans la conduite de la révolution. Il y avait bien entendu cette détermination qui entrait en ligne de compte. Mais, la proclamation du 1er novembre, les comportements des responsables du FLN dans les maquis ou au Caire, les interviews qu'ils donnaient à la presse française et internationale, ne sont, somme toute, pas différents de la Plate-forme de la Soumamm. Le texte de 1956 n'est que la continuation, en forme de généralisation, d'une ligne de conduite prise par le FLN depuis ses débuts. Une seule variante, majeure, interviendra entre les deux dates : la question de l'exclusivisme, celle de "l'interlocuteur valable". En 1954, on peut lire dans la Proclamation : "ouverture des négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien, sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, une et indivisible".

En 1956, les rédacteurs du FLN précisèrent leur point de vue dans le quatrième point consacré aux conditions du cessez-le-feu : "Reconnaissance du FLN comme seule organisation représentant le peuple algérien et seule habilitée en vue de toute négociation." (98)

La date même du 1er novembre, qui devançait les décisions du Congrès d'Hornu, était en apparence une divergence minime. Elle recouvrait en fait des politiques et des objectifs contradictoires. Les actions du 1er novembre avaient été conçues par les responsables du FLN au Caire, dans un cadre qui plaçait l'organisation nationaliste en dépendance des décisions de l'Égypte. La délégation extérieure du MTLD, rangée aux idées du CRUA, misait essentiellement sur l'espoir des promesses du gouvernement égyptien, concernant les armes et les finances. "Nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action, et sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement de problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans" (1/11/1954).

Les développements de la révolution algérienne devaient-ils être subordonnés aux intérêts d'autres Etats ou au contraire être rythmés par les propres objectifs du combat du peuple algérien? C'est en ces termes que le MNA posa le débat : "Pour faire notre devoir aujourd'hui et demain, il importe que nous mettions fin à toutes les palabres et que nous nous organisions très rapidement et solidement dans nos organisations. Tout d'abord, le peuple algérien ne doit compter que sur lui-même, ses organisations, son esprit de sacrifice et sa volonté ardente de vivre libre ou mourir. Il est absolument indispensable pour lui de se pénétrer de cette pensée pour forger avec amour l'outil de sa libération. Ce n'est qu'une fois pénétré de cette conception qu'il doit savoir qu'il n'est pas seul sur la terre et qu'il y a des millions d'hommes éparpillés sur la terre qui luttent pour la liberté" (Voix du peuple, 11/3/55).

Néanmoins, l'une et l'autre organisation se retrouvèrent ensemble pour définir un certain nombre d'objectifs dans la prévision qui était faite des conditions à exiger préalablement à la négociation finale : la nationalité algérienne et la souveraineté algérienne sont une et indivisible ; la nation dans ses limites territoriales comprend le Sahara ; libération de tous les détenus algériens et levée de toutes les mesures d'exception ; unité du Maghreb. Ces conditions seront sans cesse exigées avant que ne soit acquise l'indépendance de 1962.

Les précisions et les additions apportées entre temps pendant sept années de guerre n'en constitueront en rien une modification ; elles ne seront que le développement des objectifs de base. En les affirmant en permanence, les organisations nationalistes entendaient disposer d'un atout contre une France que l'agression mettait en situation défensive et qui, à l'inverse, ne se résoudra pas à définir une fois pour toutes ses propres objectifs de guerre.

Sur la crise que traverse la puissance coloniale française et par voie de conséquence sur l'attitude à adopter quant à la forme du combat, les analyses divergent entre le FLN et le MNA. Militairement, par suite essentiellement de son isolement relatif par rapport à la classe ouvrière française, le peuple algérien pouvait-il remporter la victoire ? Le FLN s'orienta résolument sur une solution de type "Dien-Bien-Phu". Il expliqua, au chapitre des moyens, qu'il fallait rechercher la décision sur le plan militaire : grippage de l'économie algérienne, sabotage économique en France, grèves d'étudiants, insurrections générales maintes fois décrétées. Force est de constater que toutes ces intentions, à l'épreuve des faits, devront être abandonnées. Le FLN réussira

nettement mieux, en revanche, avec d'autres moyens énumérés par lui : "Internationalisation du problème algérien" (1/11/1954) et toutes mesures tendant à "rendre l'insurrection conforme au droit international" (20/8/1956) ; "l'isolement politique de la France en Algérie et dans le monde" (20/8/1956) ; le développement de l'"aide diplomatique en gagnant à la cause algérienne les gouvernements des pays neutralisés par la France ou insuffisamment informés sur le caractère national de la guerre d'Algérie" (20/8/1956).

Paradoxalement, dans sa réussite, le FLN rejoignait les intentions premières du MNA. Pour ce dernier le plan militaire devait être subordonné aux impératifs politiques. Démarche que le FLN ne cessera de condamner violemment. Le MNA entreprit de définir sa position de la sorte : "Face à l'odieuse domination colonialiste, le peuple algérien n'ayant d'autres moyens pour faire entendre raison à ses oppresseurs, prend aujourd'hui les armes pour défendre sa dignité et reconquérir ses libertés. La gravité de cette situation prouve à elle seule que le problème algérien est essentiellement politique". Le MNA demande donc "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conformément à la Charte des Nations Unies" (99).

Dans cette optique, le 1er novembre 1954, les actions militaires qui se développèrent à sa suite n'étaient qu'un "simple épisode de la lutte du peuple algérien". Le MNA définissait son orientation dans une continuité : "l'internationalisation du problème algérien, premier objectif fixé par le Congrès du Parti, qui avait tenu ses assises du 15 au 18 juillet à Hornu, était atteint et entré dans sa phase finale par l'inscription de la question algérienne à la session de l'organisation des Nations-Unies, le 30 septembre 1955" (100).

La primauté du politique sur le militaire eut d'autres conséquences sur le plan des formes de lutte à adopter. Le MNA désavouait les actes de terrorisme sur le territoire métropolitain et contre les populations civiles d'Algérie. L'enrôlement dans les rangs de l'ALN devait être, selon lui, un acte librement effectué ; la conquête des masses algériennes, paysannes ou urbaines, ne pouvait se faire avec des pressions ou intimidations ; il fallait tenir à l'écart les populations lorsqu'un engagement militaire était en cours.

Les documents internes du MNA soulignent cette argumentation : "Depuis le 1er novembre 1954, le MNA s'est efforcé de plaider la cause algérienne et de rendre sympathique la révolution algérienne. Il est indéniable que le peuple français comprend au-

jourd'hui que l'Algérie n'a été amenée à l'insurrection qu'après avoir désespéré du colonialisme français. C'est pourquoi il est indispensable de continuer à lutter dans cette voie sans aller au terrorisme et à l'aventure sur le territoire métropolitain" (101). Dans un tract daté du 23 janvier 1957, le MNA demanda aux Algériens "un examen de conscience sérieux et une position". Il exprimait son désaccord avec la façon dont le FLN menait la "bataille d'Alger" : "Aujourd'hui à l'heure grave où nous sommes, notre Parti vous demande, à la lumière des événements vécus depuis deux ans et sur la portée desquels il a insisté par des tracts successifs, de reconsidérer la situation générale sous ses différents aspects : politique, militaire, psychologique, moral, économique et de réagir patriotiquement, comme il se doit, en faisant le sacrifice nécessaire dans l'intérêt réel de la nation algérienne. Car, sachez bien que ce ne sont pas les massacres de la vallée de la Soumamm, les attaques de centres de repos de vieillards, les attentats du Milk-Bar, autobus, etc... qui vaincront l'ennemi mais bien les batailles de Guentis, M'Chounèche, Foum-Toud, Haizer, Taguine, Tolga, le Souf, Djelfa, Nedroma, Aflou et tout récemment dans les monts des Boukhil-Nail pour ne citer que celles-là et les attentats contre les véritables piliers de colonialisme et les traîtres confirmés qui traceront le chemin de la victoire".

Ces principes à vrai dire ne furent pas toujours respectés, en particulier par BELLOUNIS dans la zone qu'il contrôlait(102). Le système de combat préconisé par le MNA signifiait-il, de sa part, une réticence à aborder publiquement les problèmes militaires? Non, si l'on se réfère à une proclamation du 1er novembre 1955 : "le 1er novembre 1954, pour couper court à toutes les tergiversations et les manoeuvres diaboliques de l'impérialisme, le peuple algérien a décidé de parler le seul langage que comprennent les colonialistes : celui des armes (...) une année de révolution vaut mieux que dix ans de lutte politique et de réformisme déviationniste".

L'analyse que faisait le MNA sur la forme du conflit comportait une bonne part d'appréhension sur les possibilités de la puissance coloniale française. Le spectre des massacres de mai 1945 continuait à hanter les esprits (103). Alors que sur le plan politique, après Dien-Bien-Phu, les luttes armées en Tunisie et au Maroc, la grève générale d'Août 1955, la France ne pouvait procéder comme en 1945. Relatant en mars 1956, dans le journal France-Soir, ses impressions de novembre 1954, Pierre LAZAREFF note que "dans cette première semaine de l'insurrection, l'administrateur de Khenchela songe davantage à réintégrer les populations dissiden-

tes qu'à les châtier militairement" (104).

Dans l'Observateur du 18 novembre 1954, on peut lire "Il est évident que l'on n'ose pas encore procéder à des ratissages analogues à ceux de Tunisie. Des douars révoltés ont subi des mitraillages aériens et des tirs de mortier à titre d'avertissement. Après quoi, l'administrateur de la commune mixte d'Arris a déclaré aux représentants de la population qu'il était prêt à oublier la rébellion si les révoltés déposaient les armes".

L'armée d'Algérie comptait en novembre 1954, environ 55 000 hommes pour les troupes terrestres. Mais une fois déduits les effectifs de recrues à l'instruction, des services, états-majors, armes techniques et camps de transit vers la Métropole, il ne restait que 5 000 hommes en état de faire campagne. La quasi totalité des unités d'intervention avait été envoyée depuis trois mois en Tunisie. Encore s'agissait-il là d'appelés du contingent. "L'armée d'Afrique" traditionnelle, celle des tirailleurs, des spahis, des chasseurs d'Afrique et des légionnaires, n'existait plus : ses unités avaient été depuis plusieurs années dispersées sur les théâtres d'opérations indochinois. La faiblesse des effectifs pouvait elle être compensée par sa mobilité ? L'armée d'Algérie n'était plus équipée pour la guérilla. Il n'y avait plus d'unité à cheval, ni goums mobiles comme au Maroc, ni commandos entraînés au combat rapproché. Il y avait un seul hélicoptère disponible entre Constantine et Tlemcen ! Et pour les avions de transports, huit vieux Junkers volant depuis 10 ans (105). Les moyens militaires demeuraient encore très faibles en mai 1955. Un télégramme secret adressé par J. SOUSTELLE au gouvernement, le 14 mai, insistait sur la modicité des moyens : "Très secret. Stop. Ai l'honneur de vous rendre compte que j'ai demandé au général commandant la Xe Région de transférer immédiatement trois bataillons de l'Aurès sur le Nord-Constantinois. Stop. Le dispositif dans l'Aurès sera remanié en conséquence. Stop. Il reste que les effectifs dont je dispose dans l'ensemble de l'Algérie ne permettent pas de reprendre efficacement l'initiative et qu'en tout état de cause, étant dépourvu de réserves, je ne suis pas en mesure de parer à une extension possible des foyers d'agitation, notamment dans la petite Kabylie" (106). A ce moment le gouvernement français n'avait ni les moyens militaires, ni les moyens politiques de renouveler ou d'étendre "Mai 1945". Edgar FAURE venait d'être investi par l'Assemblée Nationale après le renversement du gouvernement Mendès-France. Il faudra le vote des "pouvoirs spéciaux", proposé par Guy MOLLET et appuyé fermement par le Parti Communiste Français pour voir l'extension de l'engagement militaire français.

La divergence sur l'attitude à adopter, au plan militaire, vis à vis de la France, avait un contenu politique. Le FLN et le MNA n'attribuaient pas le même sens au mot indépendance. L'organisation messaliste maintenait dans son programme le vieux mot d'ordre de l'Etoile-Nord-Africaine : Constituante souveraine (107). Ainsi à la veille des élections législatives de janvier 1956, le MNA par une déclaration datée de décembre 1955, adopta la position suivante : "Le MNA déclare :

- 1° qu'il n'entend pas s'immiscer dans les affaires françaises
- 2° qu'il ne reconnaît pas au gouvernement français le droit de légiférer pour le peuple algérien
- 3° qu'il rejette toute élection organisée dans le cadre du régime colonialiste imposé à l'Algérie.

En conséquence, il appelle les élus nationaux algériens de toutes les assemblées à remettre leur démission quel que soit le poste qu'ils occupaient et l'émigration algérienne en France à ne pas participer aux élections françaises, que ce soit comme candidats ou comme électeurs. Le peuple algérien ne votera qu'après la proclamation de son indépendance nationale et pour la Constituante souveraine élue au suffrage universel sans distinction de race ou de religion" (108).

L'exigence de la Constituante demeura sans cesse le fil conducteur de la politique du MNA ; au moment de la discussion sur l'état d'urgence en février 1955, dans le programme exposé par la Voix du Peuple en mars 1955, au moment des grèves et manifestations organisées pour l'ouverture de la session de l'ONU en septembre-octobre 1955, des appels que Messali, alors en résidence forcée à Angoulême, lança au peuple de France en décembre 1955, appel qui se concluait en ces termes : "Si les Algériens luttent pour une Constituante Algérienne, souveraine, élue au suffrage universel sans distinction de race ou de religion, c'est pour ouvrir une ère de paix et de liberté, dans le respect de chaque peuple et de son droit à disposer de soi. C'est ainsi que de part et d'autre, nous pourrions préparer des rapports amicaux entre peuples libres et indépendants" (109)

La référence à la Constituante n'apparaissait pas plus dans la proclamation du 1er novembre 1954 du FLN que dans la plateforme du Congrès de la Soumamm. Sur les moyens de parvenir à l'indépendance, les dirigeants du Front, Krim et Ouamrane précisèrent leur position dans l'interview donnée à Robert BARRAT et parue dans France-observateur le 15 novembre 1955 : "Nous avons parlé du principe du droit à l'indépendance - Nous sommes des réalistes. L'indépendance doit être réalisée par étapes et démocratiquement."

Ce même point de vue apparut dans l'hebdomadaire anglais *The Economist* : "Un porte-parole de l'extrémiste FLN nous a spécifié, nous sommes des réalistes, bien entendu l'indépendance doit venir par étapes" (110). Ces déclarations interviennent quelques semaines après le soulèvement de masse du 20 août 1955. Elles auraient pu être prononcées auparavant, car selon F. ABBAS, "les Historiques", y compris ceux du Caire étaient disposés à négocier et à éviter une guerre sanglante, longue et coûteuse... Jusqu'au 20 août 1955, la situation ne s'était pas dégradée. Nous vivions la "drôle de rébellion". Comme nous avons vécu en 1939, la "drôle de guerre". Notre peuple, dans son immense majorité croyait au miracle d'une solution imposée à la colonie européenne par la France... Je ne cesserai jamais de le dire, du 1er novembre 1954 au 20 août 1955 et même au-delà, la négociation pouvait arrêter les combats. Le "groupe des 9" la souhaitait et l'espérait, a fortiori les masses musulmanes". Et citant une déclaration que lui fit Krim lors d'une rencontre au Caire en 1957, Ferhat ABBAS précise : "Au début de l'insurrection, en janvier 1955, j'ai dit que le Président MENDES-FRANCE voulait connaître les hommes du 1er novembre et les rencontrer. Ce que ne je n'ai pas dit c'est que les responsables du FLN étaient prêts à négocier même sur la base de l'autonomie interne" (111).

la volonté de négocier sur une base minimale avec la France était évidente de la part des responsables du Front, alors que l'issue militaire semblait pour eux incertaine (malgré leurs appels et déclarations politiques sur le thème de la victoire par les armes). Mais alors pourquoi, après le tournant du 20 août 1955, s'étaient-ils mis à utiliser le concept "d'indépendance par étapes"? La divergence sur ce point était nette avec le MNA qui affina son point de vue sur la Constituante en réclamant une "Conférence de la Table Ronde" à la fin de l'année 1956. Chacun des participants étant libre de définir son programme à cette "Conférence", le peuple algérien restait, en dernier ressort l'instance suprême devant se prononcer sur les solutions politiques qui lui seraient proposées par le biais d'élections libres, organisées sous le contrôle de l'ONU (112).

En fait, si le FLN s'orienta vers une conception étapis-  
te, c'était parce qu'il commençait à subir l'influence grandissante d'éléments l'ayant rejoint depuis peu ou s'appêtant à le faire: l'UDMA de F. ABBAS, les ex-centralistes, les Oulémas religieux et bientôt le P.C.A. Tant qu'il ne s'était agi que du CRUA, toutes les possibilités d'unité principielles et programatiques demeuraient entre les hommes appartenant à ce dernier et le MNA. Le FLN, au début composé du seul CRUA, n'avait-il pas expliqué en avril-mai 1955 : "L'administration espère par l'intermédiaire des Abbas-Kioua-

ne arrêter l'action de l'armée nationale, moyennant quelques réformes politiques" (113). Mais lorsque le FLN prit sa physionomie définitive avec l'apport d'éléments nouveaux, étrangers à l'ex-MTLD et le plus violemment anti-MTLD, une déviation de l'objectif -simplement réconcilier le Parti par la lutte armée- allait fatalement se produire. La question du choix des alliances fut donc une autre source de divergence entre le FLN et le MNA.

Dans sa proclamation du 1er novembre 1954, le FLN exigea a priori d'intégrer dans la lutte "Tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements". Cette volonté politique fut réaffirmée en 1956 : "Le FLN tiendra compte dans sa lutte de toutes les forces anti-colonialistes, même si elles échappent encore à son contrôle". Dans l'approche du problème des alliances, la démarche de Messali et par voie de conséquence celle du MNA, était marquée par l'éducation politique qu'il avait acquise de ses premières années de militantisme au contact du mouvement ouvrier français. Que ce soit au moment du Congrès Musulman en 1936 (114) ou du Front Algérien en 1951, il resta insensible à l'idée de l'unité à tout prix et refusa de diluer ses objectifs propres dans un grand rassemblement.

Les jugements qu'il porte dans ses Mémoires (115) à propos du Congrès Musulman sont d'une grande sévérité. Il le qualifie, à de nombreuses reprises, de "Sainte Alliance contre-révolutionnaire", car il groupait la fédération des élus du docteur BENJELLOUL, les amis de F. ABBAS, les militants du PCA et certains religieux Oulemas, tous franchement hostiles au programme de l'Etoile: l'indépendance de l'Algérie. La méfiance de Messali à l'égard de tous ces groupements tirait sa substance de la conviction qu'il avait que ceux-ci étaient, par principe, opposés à toute intervention politique des masses.

Refusant l'attitude de MEZERNA au Caire, attitude qui à ses yeux était non la recherche d'un compromis mais sombrait dans la compromission, Messali ne faisait qu'anticiper sur la conduite ultérieure du FLN qui absorbera finalement tous ses anciens adversaires, y compris les éléments exclus du MTLD comme Lamine DEBAGHINE, exclu du MTLD en 1949. Voilà pourquoi la Voix du Peuple du 11 mars 1955, en exposant le programme du MNA s'ouvrait par un rappel des principes du PPA et de l'Etoile : "La création du Parti du Peuple Algérien, le 11 mars 1937, était une preuve de vitalité et de lutte de la résistance algérienne qui, malgré une croisade d'adversaires et d'adversités, a conduit avec maîtrise et succès les premiers pas du mouvement national. La période qui

a précédé et suivi la création du P.P.A était surchargée d'évènements qui s'étendaient sur tous les domaines de la vie politique nationale et internationale. Le Front Populaire qui s'enlisait dans les marécages de la "pause" et de la trahison des peuples coloniaux fut suivi par une répression féroce à travers l'Afrique du Nord."

Le rassemblement d'un vaste front d'anciens adversaires coalisés contre lui incita le MNA à croire que le débat se poursuivait, toujours sur le même thème : Réforme ou Révolution.

Dès le mois de mars 1955, il mit en garde ses militants contre la tentation du réformisme : "il faut que le Mouvement National Algérien mette fin à la politique de facilités et de réformettes. La politique des réformes est non seulement une aberration et un non-sens, mais aussi une violation des principes révolutionnaires du Mouvement National. Cela le peuple algérien l'a compris. Il y a longtemps qu'il a retiré toute confiance tant aux élections qu'aux réformistes. La lutte révolutionnaire arrache au passage des réformes, celles-ci ne constituant nullement une solution au problème algérien qui reste entièrement politique et elles ne doivent jamais être le prix d'un abandon quelconque des principes révolutionnaires, d'une pause ou d'une compromission avec l'impérialisme" (116).

Après le ralliement des centralistes au Caire, de F. ABBAS en juin 1955, des Oulemas et du PCA, au FLN, le MNA ne parle plus "d'ambiguïtés" ou "d'incohérence" de l'organisation frontiste. En décembre 1955, il se rendit à l'évidence : il avait sous-estimé le regroupement au niveau des forces sociales qui s'était effectué contre lui, et cela, au moment même de la rupture dans les maquis, à Alger et au Caire. Le MNA décida de passer à la contre-attaque. En décembre 1955, à l'instigation de Mokhtar ZITOUNI, il diffusa un tract critiquant violemment la direction du FLN, "véritable panier de crabes", composée "de traîtres". En fait, si l'organisation messaliste n'avait pas saisi d'emblée la dynamique du FLN conçue dès l'origine comme un rassemblement de toutes les forces sociales, c'était fondamentalement parce qu'elle adoptait le même point de vue. Pour l'une ou l'autre formation, il y avait absence de clarification sur les problèmes de la révolution sociale. Leur rivalité violente ne portait pas sur les questions relatives à la place, au rôle de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie, du prolétariat dans la conduite des événements.

La situation coloniale engendrait le fait que l'émanci-

pation nationale avait un contenu social immédiatement sensible, ou, pour mieux dire, que toutes les revendications sociales -distribution des terres aux paysans dépossédés, hausse des salaires, assurance de moyens de subsistance aux sans travail etc -impliquait nécessairement une lutte nationale, l'exploitation se trouvant essentiellement liée à la domination française. En d'autres termes encore, la situation coloniale et la révolte qu'elle suscita ne pouvait que confondre la diversité de ses objectifs ; on n'en pouvait conclure que les revendications sociales étaient effacées ou dissimulées, elles affectaient bien plutôt toutes les autres revendications en les radicalisant : le droit d'apprendre sa langue à l'école et d'abord le droit de s'instruire et celui de reconnaître son passé culturel ; le droit de voter librement et celui de s'exprimer étaient autant de manières d'affirmer le refus de l'exploitation, de manifester la volonté positive de prendre son sort entre ses mains.

En reconnaissant la validité de cette lutte nationale, il n'en découlait nullement qu'elle exprimait dans son développement des aspirations sociales et des intérêts unifiés.

Si l'oppression coloniale créait un problème national spécifique, cela ne voulait pas dire qu'étaient abolies, même provisoirement, tous les autres problèmes qui naissaient de la différenciation sociale au sein de la population algérienne. Les intérêts des diverses classes dans la lutte nationale ne coïncidaient pas. En vain masquerait-on cette divergence en faisant observer que la société algérienne était beaucoup moins différenciée que d'autres sociétés coloniales, comme la Tunisie ou le Maroc tout proche. Certes, il était vrai qu'en regard d'une paysannerie qui constituait l'immense majorité de la population et d'un prolétariat concentré dans quelques villes qui n'excédait sans doute pas quelques pour cent des travailleurs actifs, se situait une bourgeoisie très mince, composée principalement de commerçants et d'intellectuels et privée de toute fonction dans l'appareil d'exploitation capitaliste. Mais le pouvoir de cette couche ne venait pas seulement de son nombre et de ses fonctions de l'époque. Sa culture, son expérience politique, le soutien international dont elle commençait à jouir, et bien sur la conscience qu'elle avait de sa supériorité sur la masse des fellahs, déterminaient sa conduite et frayaient la voie à son développement.

Progressivement la bourgeoisie musulmane était devenue en Algérie une classe "compradore" dont le sort était lié à celui de la colonisation. Cette dépendance était une faiblesse, comme

l'explique D. Rousset, après 1962 : "La bourgeoisie algérienne ne pouvait se constituer en classe dominante et la bourgeoisie se transformer en grande bourgeoisie industrielle et agraire qu'en grimant sur le dos de la bourgeoisie pied-noir, qu'en étroite participation avec le capital européen de l'Algérie. Et cela durant une longue période"(117). En outre la guerre elle-même par le développement ultérieur d'une armée stationnée aux frontières, se structurant et adoptant des privilèges hiérarchiques, engendra un nouveau type de différenciation : un embryon de bureaucratie militaire dont les membres provenaient de diverses couches sociales.

Petit à petit les éléments bourgeois traditionnels et les nouveaux cadres militaires fusionnèrent.

Pas plus le FLN que le MNA ne cherchèrent à établir cette différenciation sociale. Mais le MNA constituait un obstacle pour le FLN parce qu'il représentait un élément de tradition en continuant de se revendiquer du programme de l'Etoile Nord-Africaine, la Constituante souveraine.

Toutes les divergences pouvant exister allaient néanmoins se concentrer en une seule, la plus spectaculaire : la recherche effrénée d'apparaître à tout prix comme la seule organisation représentative. Selon Mohammed MAROC, ancien membre du bureau politique du MNA, cité par M. HARBI : "Jusqu'en avril 1956, l'intransigeance est du côté du MNA. Après cette date le FLN lui rendra la monnaie de la pièce" (115). Il est un fait que l'organisation messaliste, trop sûre de ses traditions, de son implantation, de son histoire, a d'abord ignoré le FLN et l'a ensuite sous-estimé. Elle oublia une leçon essentielle de sa propre histoire, celle de la période héroïque des années 1935-1940 : tout ce qui a été conquis doit être à reconquérir. Dans le même temps, le FLN eut "l'audace" de jeter l'exclusive contre tout groupement virtuellement concurrent, en particulier le MNA. Il définissait ses objectifs d'une façon "irréversible".

Dès le mois de juin 1955, brisant le projet de BEN BELLA qui voulait faire du FLN une organisation des anciens de l'O.S, ABANE définissait le Front comme un "vaste rassemblement national". Dès cette époque, il ne permit plus que le MNA se présentât à l'opinion comme un des initiateurs de l'insurrection. En juin 1955, lors d'une première rencontre entre les responsables du Front et de F. ABBAS, ce dernier posa une question : "Je pars bientôt à Paris. M'autorisez-vous à contacter les responsables français pour une éventuelle négociation en vue d'arrêter les tue-

ries ?" Abane répondit à F. ABBAS : "Vous avez notre accord à la condition que la négociation passe par le FLN" (119). En posant ainsi son existence comme une condition préalable, le FLN qui avait tout à conquérir et nul acquis à préserver, s'obligeait lui-même à une politique du tout ou rien.

Ses objectifs étaient sans alternative et sans recours. Une fois posé ce programme, de deux choses l'une : ou bien les faits devaient s'y plier jusqu'à s'y conformer et la lutte durerait autant de temps qu'il le faudrait pour en arriver là, ou bien le FLN disparaissait. A la lecture des documents consacrés au MNA lors du Congrès de la Soumamm, on pouvait pressentir le caractère implacable que revêtirait le déroulement du combat entre les deux mouvements. On y lisait notamment, à propos de Messali : "La psychologie de Messali s'apparente à la conviction insensée du coq de la fable qui ne se contente pas de constater l'aurore, mais proclame qu'il fait lever le soleil... Le soleil se lève sans que le coq y soit pour quelque chose, comme la révolution algérienne triomphe sans que Messali y ait aucun mérite... Messali représente, en raison de son orgueil et de son manque de scrupules, l'instrument parfait pour la politique impérialiste. Ce n'est donc pas par hasard que Jacques SOUSTELLE pouvait affirmer en novembre 1955 : Messali est ma dernière carte" (120).

Au sujet de la fameuse phrase, "Messali est ma dernière carte", citons le témoignage de Daniel Guérin : "Je crus devoir réfuter entre autres, la calomnie selon laquelle, le Gouverneur Général Jacques SOUSTELLE aurait confié, en novembre 1955 à Louis MASSIGNON, "Messali est ma dernière carte". MASSIGNON, consulté alors qu'il se trouvait au Caire avait, par deux fois démenti avec indignation ce propos empoisonné. Il écrivit d'abord à France-Observateur pour s'élever contre "la citation incorrecte des JEANSON" qui, disait-il "risque en déformant ma pensée de faire nuire à un homme qui est un patriote et un croyant convaincu".

Quatre mois plus tard en novembre 1956, dans une circulaire privée adressée à des amis, il protesta contre "le texte odieux publié en mon absence et sans m'en avoir prévenu, par Colette et François JEANSON" (121).

Pourtant, "ce texte odieux", selon les dires de Louis MASSIGNON, le FLN n'hésita pas à le reprendre et à lui accorder une place d'honneur dans une brochure de propagande anti-messaliste parue en 1959. La confrontation meurtrière entre les deux organisations, à ce moment là, tournait en faveur du FLN, en passe de devenir, enfin, "le seul interlocuteur valable".

## CONCLUSION :

Le MNA restait attaché à une tradition, celle du P.P.A et du MTLD, tradition populiste qui faisait du peuple pris dans sa totalité le héros-acteur de la libération annoncée.

Dès avant la guerre de 1939, la petite bourgeoisie algérienne s'était progressivement subordonnée au parti populiste en voie de constitution. Elle n'avait fait qu'exploiter à son profit en les systématisant, des notions que la société algérienne transmettait par tous ses pores : poids de la domination française, apparence d'une société peu différenciée socialement d'où la bourgeoisie algérienne serait absente, apologie des structures traditionnelles préalablement vidées de leur contenu social. La petite bourgeoisie avait donc pris possession de la scène politique pour l'indépendance, une scène que le parti de la bourgeoisie algérienne -pour des raisons tenant au caractère de l'Etat, de la société algérienne- le parti ouvrier- essentiellement à cause de la politique du PC se refusant à admettre l'indépendance- avaient refusé d'occuper. D'où d'emblée une faiblesse majeure du courant messaliste.

Le MNA continuait, d'autre part, à croire à la prépondérance de sa Fédération de France qui à deux reprises, en 1936 et en 1953 avait permis de l'emporter contre les réformistes. Il continua à multiplier ses appels à la classe ouvrière française. Ainsi, au début des grands mouvements de grève de Juillet-Août-Septembre 1955 déclenchés à partir de Nantes et de Saint-Nazaire, le MNA diffusa un appel. On pouvait y lire, sous le titre "Travailleurs français, immigrés algériens en avant vers la grève générale": "Les travailleurs ont lutté et luttent encore courageusement contre le patronat, le gouvernement et leurs CRS, au moment même où l'impérialisme tente d'écraser par la force les aspirations nationales du peuple algérien et les revendications légitimes des travailleurs français. C'est une occasion inespérée. C'est le moment où jamais d'imposer la satisfaction de toutes les revendications. Toutes les forces de police, toutes les troupes, les CRS sont retenus en Algérie par les vaillants patriotes algériens. Le gouvernement est dans l'impossibilité de les réquisitionner pour saboter votre mouvement. C'est dire que l'action unie des peuples algériens et français peut en ce moment être décisive et asséner un coup mortel à l'impérialisme exploiteur de tous les ouvriers...Les travailleurs algériens sont à vos côtés. L'émigration algérienne qui

a toujours été à vos côtés dans la lutte ne faillira pas à son devoir. Pas un seul Algérien ne se dérobera à la grève. Les Algériens ont leur mot à dire dans cette bataille". Mais le MNA se retrouva isolé par rapport à la classe ouvrière française, à la suite du refus des dirigeants du PCF d'engager cette bataille.

Le MNA analysait le FLN à travers le prisme de sa propre histoire. Le FLN, lui, s'était profondément modifié depuis le 1er novembre 1954. En l'espace d'un an et demi, il bénéficia du ralliement d'autres formations politiques (UDMA, ex-centristes, oulémas et bientôt le PCA), du soutien des grandes familles bourgeoises algériennes (BEN GANA, BOUTALEB, BENSIAM, etc...). Au plan international, même si à la conférence de Bandoung les deux organisations avaient été mises sur un pied d'égalité, la situation bascula avec le soutien apporté par le Maroc et la Tunisie. Pour autant, et là résidait son originalité que n'avait pas saisie le MNA, il n'était pas simplement un vaste rassemblement hétérogène.

Le noyau populiste originel de fondation du FLN, avait imposé ses vues à toutes les autres factions. Les hommes qui le composent décident de se conférer à eux-mêmes le pouvoir, non pas comme un mandat temporaire et révocable, mais à la manière d'un titre historique et définitif. Ils s'intitulent "Les neufs historiques" et sans autre justification que l'antériorité et l'audace d'avoir déclenché l'insurrection, ils prétendent désormais être seuls qualifiés pour interpréter "la doctrine" et conduire la lutte. Prétention exorbitante à une sorte de droit de propriété sur la révolution, de chasse gardée, dont le caractère exclusif ne s'atténuera pas avec le temps.

La différenciation entre le FLN et le MNA marquait la fin de toute une époque : celle de la pluralité, de la diversité politique au sein du mouvement nationaliste traversé par des courants et des tendances sociales contradictoires. Avant le 1er novembre 1954, les masses algériennes pouvaient trancher entre l'UDMA, le PCA, le MTLD et cette confrontation intense permettait de juger entre la validité ou l'inanité des programmes politiques avancés par les uns et par les autres. Le peuple algérien restait dans les faits seul juge du type de lutte à mener en acquérant des traditions de démocratie politique.

Une autre forme de confrontation allait prendre le dessus : celle d'une véritable guerre civile. A qui donc pouvait bénéficier un tel déchirement ?

Benjamin STORA

## NOTES

- (1) - Dans la note liminaire de l'article de Nasser Eddine GHOZALI, publié dans la Revue Algérienne des Sciences Juridiques Economiques et Politiques (Vol IX - n° 4 - Déc. 1972), "opposition explicite et collaboration implicite, le MNA de Messali HADJ", on peut lire : "Novembre 1954 marque une première rupture qui amplifie des conceptions différentes du Combat contre la Colonisation". GHOZALI lui-même écrit: "L'émergence sur la scène politique algérienne du MNA a correspondu au désaveu du 1er novembre 1954", p. 1017/1018.
- (2) - F. ABBAS dans son livre Autopsie d'une guerre, emploie systématiquement, à juste titre, le qualificatif de MTLD-MNA, pour désigner l'organisation messaliste.
- (3) - Témoignage d'un militant ayant participé au Congrès d'Hornu. Sur ce Congrès on peut se reporter aussi à HARBI : Aux origines du FLN, p. 216-232 ; "Rapport sur le problème algérien" d'Y. DECHEZELLES et Y. JOUFFA dans La Nouvelle Gauche n° 25, 20 novembre 1956 ; Bilan de la Révolution Algérienne, brochure du CLTA, p. 24-27.
- (4) - Cité par Courrière - Les Fils de la Toussaint - p. 172
- (5) - Témoignage de M. HARBI à l'auteur
- (6) - D'après les documents trouvés après le démantèlement de l'O.S. par la police en 1950, les effectifs de l'O.S. étaient alors de 500 pour le département d'Alger, 200 pour la Kabylie, 200 pour le Constantinois et 100 pour l'Oranie. Cité par C. PAILLAT. La Liquidation, ed. R. Laffont 1972 pp 21/22.
- (7) - Courrière, Les fils de la Toussaint, p. 115
- (8) - EL Jarida, n° 18 - Nov-Déc. 1974
- (9) - M. BOUDIAF - Où va l'Algérie? - Editions de l'Etoile - 1964 - p. 70.

- (10) - Le cri du peuple algérien - Journal messaliste- Février 1963.
- (11) - Ce texte, non écrit par Messali, servira sans cesse par la suite d'arguments aux partisans du FLN pour justifier leur conduite contre les messalistes.
- (12) - D. GUERIN, Ci-gît le colonialisme - p. 50
- (13) - D. GUERIN, op. cit. p. 50
- (14) - Témoignage d'un ancien responsable des groupes armés du MNA.
- (15) - Note n° 19 - n° 2736 - R.C. 2/C-27 septembre 1946
- (16) - Cette version des faits est corroborée par une lettre de BOURGUIBA à F. ABBAS du 29 juillet 1946 : "Faites bloc avec Messali, faites bloc avec le P.P.A Là est le salut de tout le peuple algérien enfin réconcilié. Et ne vous laissez pas hypnotiser par cette Union Française car elle apparaît bien aujourd'hui comme une suprême manoeuvre d'un colonialisme aux abois, une sorte de baudruche en peau de lapin".
- (17) - Archives du MNA. Sources privées.
- (18) - Témoignage de M. HARBI à l'auteur
- (19) - Ibid.
- (20) - J.C. DUCHEMIN, Histoire du FLN - Ed. Table Ronde - 1962 p. 81.
- (21) - C. PAILLAT in La Liquidation p. 127 qui cite LARABI, infiltré par la police dans le CRUA.
- (22) - M. HARBI op. cit. p 144
- (23) - Journal d'Alger - 23 juillet 1957 -
- (24) - Archives MNA - Inter Afrique Press. "Le MNA dans l'insurrection".
- (25) - M. BOUDIAF - La préparation du 1er novembre - p. 12
- (26) - Témoignage de Mohammed MEMCHAQUI, confirmé par un entretien avec KRIM.
- (27) - De son vrai nom Ali BOUDJADJA. Cadre de l'O.S, condamné par les tribunaux français en 1952 par contumace. Responsable messaliste de la wilaya d'Oran.
- (28) - Cité par M. HARBI, op. cité p. 144.

- (29) - Y. COURRIERE, Les fils de la Toussaint. p. 172/173
- (30) - "Le grand problème a été de leur faire comprendre que la révolution se ferait sans Messali". Y. COURRIERE op. Cit. p. 222
- (31) - Y. COURRIERE, op. cit. p. 172
- (32) - Cité par D. GUERIN, Quand l'Algérie s'insurgeait. p. 144
- (33) - D. GUERIN, op. cit. p. 49
- (34) - COURRIERE, op. cit. p. 174
- (35) - Témoignage d'un responsable MNA pour les groupes militaires
- (36) - Algérie Libre, 22/9/1954
- (37) - De nombreux ouvrages ont rendu compte en détail de l'évènement. Voir à ce sujet J. DEJEUX -Essai de bibliographie algérienne- 1er janvier 1954-30 juin 1962. Cahiers Nord-Africains-octobre/novembre 1962, p. 115.
- (38) - Propos rapportés par Y. COURRIERE, Les fils de la Toussaint p. 206
- (39) - A. BEN BELLA, par R. MERLE, p. 97, Ed. Gallimard, 1965
- (40) - Témoignage d'un responsable MNA.
- (41) - Bulletin du Comité pour la libération de Messali. Décembre 1954.
- (42) - Témoignage d'un ancien responsable MNA. Confirmé par archives MNA. Inter Afrique Press.
- (43) - Déclaration publiée par le Comité pour la libération de Messali.
- (44) - Message de Messali. Publié par Le Libertaire, 23 décembre 1954
- (45) - Mémoires de Messali HADJ (1898-1939), inédit
- (46) - Les JEANSON minimisent le courant messaliste et le présente comme la proie de ténébreuses machinations de la police française. Ils n'hésitent pas à écrire en décembre 1955, alors que rien n'est encore joué sur le plan de la représentativité entre le FLN et le MNA : "On peut bien dire que le messalisme est en voie de disparition (...) Présentement l'influence messaliste sur le sol algérien n'est plus localisable qu'en certains points de l'Oranie, exception faite peut-être pour quelques foyers d'agitation qu'elle entretenait tout récemment encore dans Alger même

et qui se trouvent d'ailleurs entièrement contrôlés par la police"(p. 264)

- (47) - Conversation avec G. CHAFFARD, in Cahiers secrets de la décolonisation, p. 80
- (48) - S. BROMBERGER, Les rebelles algériens, p. 89
- (49) - Débats du procès BEN BOULAID, Juin 1955
- (50) - C. PAILLAT, Dossiers secrets de l'Algérie, p. 53
- (51) - Archives MNA, Inter-Afrique-Press
- (52) - PAILLAT, 2ème dossier secret de l'Algérie, p. 238
- (53) - C. PAILLAT, La Liquidation, p. 159
- (54) - Le rapport du général CHERRIERE du 23 février 1955 traduit bien cette amertume des militaires, leur rancœur "contre l'indifférence de la nation, voire l'hostilité de certains de nos compatriotes ; on a estimé scandaleux que le Parlement qui avait laissé tuer sans réagir autrement que verbalement les seuls militaires de carrière, ait été pris de panique quand, pour sauver le corps expéditionnaire, on a envisagé le recours au contingent. "Dien-Bien-Phu, pour CHERRIERE, a discrédité ceux qui civils ou militaires, ont occupé en Extrême-Orient des postes de commande, cabinets ou états-majors".
- (55) - A. HAMDANI, Le lion des Djebels, p. 140. Ce Hadj Ali était le cousin du leader du PCA, Bachir Hadj Ali et d'Ahmed Hadj Ali, leader de l'U.D.M.A
- (56) - Témoignage du militant qui a accompli cette opération
- (57) - A.P. LENTIN, FLN contre MNA, Historia - Guerre d'Algérie, N° 12.
- (58) - Il s'agit de l'organe officieux du FLN. El Moujahid, l'organe officiel, ne paraîtra qu'en juin 1956
- (59) - Entretien de Krim avec M. HARBI
- (60) - Document inédit. Archives privées.
- (61) - Quand l'Algérie s'insurgeait, p. 49
- (62) - S. BROMBERGER, Les Rebelles Algériens, p. 90
- (63) - Archives privées MNA
- (64) - France-observateur. 25 février 1956

- (65) - Interview paru dans la Vérité, organe du PCI (trotskyste) n° 410, mai 1956
- (66) - Amar OUZEGANE, Le meilleur combat, p. 204-205-206
- (67) - Y. COURRIERE, Le temps des léopards. p. 165
- (68) - Débats du procès de BEN BOULAID, Le monde ouvrier, 10 septembre 1955.
- (69) - Témoignage de Maître Yves DECHEZELLES, avocat de Messali, qui assura la défense de BEN BOULAID le 21 juin 1955
- (70) - Bulletin d'informations du MNA. N° 19/20, 20 juin 1958, ronéo, p. 23
- (71) - Sur le cas BEN BOULAID : Y. COURRIERE, Le temps des léopards, pp. 372 et sq. Le 11e Choc d'E. HUITRIC, pp. 132-137 (dans les deux ouvrages, la version présentée est celle de l'explosion d'un poste piégé par les militaires français). Dans leur Rapport sur le problème algérien, Y. DECHEZELLES et Y. JOUFFA parlent de "circonstances plus ou moins étranges". S. BROMBERGER dans les Rebelles Algériens évoque l'hypothèse d'un assassinat par ADJOUL-ADJOUL, lieutenant de BEN BOULAID (p. 66) ; hypothèse reprise par C. PAILLAT dans ses Dossiers Secrets (p. 65). La brochure Correspondance entre socialistes belges et américains (1957) reprend le point de vue du MNA. D. GUERIN balance entre ces deux hypothèses : Ci-gît le colonialisme, pp. 72-75.
- (72) - La Vérité, 11 février 1955, n° 343
- (73) - Témoignage de Mustapha BEN MOHAMED, Responsable MNA
- (74) - Y. COURRIERE, Le temps des Léopards, p. 149
- (75) - S. BROMBERGER. Les rebelles algériens, p. 90
- (76) - A.P. LENTIN, FLN contre MNA, cité p. 373
- (77) - Messali, pourtant informé des activités de TERBOUCHE; décida de faire assurer sa défense. Témoignage de Y. DECHEZELLES.
- (78) - A.P. LENTIN, FLN contre MNA, pp. 370-371
- (79) - Sur le cas Larbi OULEBSIR , le MNA affirma qu'il fut assassiné au Maroc avec un autre militant MNA, BELBEGRA , in Bulletin d'informations du MNA n° 19-20: "qui gouverne au Maroc ?"

- (80) - M. HARBI. Le FLN, mirage et réalité. p. 150
- (81) - KRIM BELKACEM, "Je suis un maquisard", Témoignages et documents sur la guerre d'Algérie. Juillet 1958, n° 6. Publiés par le Centre d'Information et de Coordination pour la Défense des libertés.
- (82) - Au sujet de l'opération "oiseau bleu" et la liquidation des messalistes à cette occasion, voir, entre autres : AMDANI : Le lion des Djebels, p. 163, HUITRIC, Le 11e choc.
- (83) - A.P. LENTIN, op. cit. 371
- (84) - Article de Messali : "Les maquis MNA", La voix du Peuple, octobre 1961.
- (85) - Y. COURRIERE, Le temps des Léopards, p. 232
- (86) - Témoignage d'un ancien responsable du MNA
- (87) - M. HARBI, Le FLN, mirage et réalité. p. 150
- (88) - Lettres reproduites par M. HARBI, op. cit. p. 147-148
- (89) - Témoignage d'un ancien responsable du MNA
- (90) - D. Guérin, op. cit. p. 49
- (91) - Rapport de Messali à la Conférence de Cadres du MNA, avril 1958
- (92) - Tract FLN du 8 octobre 1955, Archives privées
- (93) - Il est fait allusion aux relations entretenues entre le MNA et l'organisation trotskyste, le PCI, animée par R. LAMBERT.
- (94) - Tract FLN distribué en novembre 1955 dans la région parisienne, Archives privées.
- (95) - Tract de la Fédération de France du MNA. 1er novembre 1955, Archives privées
- (96) - Au printemps 1955, Messali avait été transféré des Sables d'Olonne à Angoulême où son sort n'était guère plus enviable que dans sa précédente résidence forcée.
- (97) - En particulier La voix du Peuple du 11 mars 1955 qui, par sa forme et son contenu, est le véritable programme politique du MNA.
- (98) - Les deux textes centraux du FLN, 1er novembre 1954 et 20 août 1956, se trouvent reproduits intégralement en Annexe du livre de P. TRIPIER : Autopsie de la guerre d'Algérie.

- (99) - Lettre du MNA aux députés français, 5 avril 1955
- (100) - Résolution du MNA, 25 octobre 1955, célébration du 1er novembre 1954
- (101) - Note interne aux responsables de la Fédération de France Juin 1957
- (102) - Témoignage d'un militant des maquis de BELLOUNIS
- (103) - La Voix du Peuple du 11 mars 1955 expliquait : "Les événements du 8 mai 1945 et ceux qui se passent en ce moment en Afrique du Nord, prouvent entièrement que le colonialisme reste le même." Messali précisait quant à lui dans un message du 18 décembre 1954 : "Depuis le 1er novembre 1954 le peuple algérien est soumis à une épreuve qui ne cède en rien à celle du 8 mai 1945". Archives privées.
- (104) - France-Soir, 13 mars 1956
- (105) - J. CHEVALLIER, alors secrétaire d'état à la guerre, donne ces précisions dans son livre Nous, Algériens.
- (106) - Cité par Y. COURRIERE, Le temps des léopards, p. 125
- (107) - Sur le programme de l'Etoile Nord-Africaine de 1926, voir en particulier : A. NOUSCHI, La naissance du nationalisme algérien, p. 61-62.
- (108) - Déclaration du MNA du 20 novembre 1955, Archives privées.
- (109) - Déclaration de Messali du 13 décembre 1955, Archives privées.
- (110) - The Economist du 21/1/1956
- (111) - Toutes les citations de F. ABBAS sont extraites de son livre, Autopsie d'une guerre pp. 73, 81, 91, 110
- (112) - Sur la "Conférence de la Table Ronde", la position de Messali est formulée clairement dans le journal La Commune N° 1, avril 1957.
- (113) - Tract FLN distribué à la mi-mai 1955 à Alger. Archives privées.
- (114) - Sur le Congrès Musulman de 1936 voir : La vie politique à Alger de M. KADDACHE, SNED 1970
- (115) - Mémoires de Messali HADJ (1898-1938), J-C LATTES, Paris 1982

- (116) - La voix du peuple, 11 mars 1955
- (117) - France-Observateur, 28 novembre 1963
- (118) - M. HARBI, Le FLN mirage et réalité, p. 146
- (119) - F. ABBAS, Autopsie d'une guerre, p. 83
- (120) - La dernière phrase, "Messali est ma dernière carte" est extraite par le FLN du livre des JEANSON, l'Algérie hors la loi.
- (121) - D. GUERIN, Ci-gît le colonialisme, p. 80-81